

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 137  
N° 8

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 25  
no Fepuare 1988

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES • DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

	Pages
Arrêtés ministériels n°s 4501 et 4502 du 2 novembre 1987 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 152 DRCL du 2 février 1988).	374
Arrêté ministériel n° 4503 du 2 novembre 1987 abrogeant certaines dispositions de l'arrêté du 1er juillet 1980 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 152 DRCL du 2 février 1988).	375

##### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral. (Paru au J.O.R.F. du 10 janvier 1978, page 278).	375
Décret n° 88-44 du 14 janvier 1988 modifiant le décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral. (Paru au J.O.R.F. du 16 janvier 1988, page 775).	376
Avis d'ouverture de concours d'admission à l'école supérieure de commerce de Reims (session de 1988). (Paru au J.O.R.F. du 16 janvier 1988, page 803).	376

##### EXTRAITS

Décret du 5 janvier 1988 portant désignation de commissaires du gouvernement (tribunaux administratifs). (Paru au J.O.R.F. du 7 janvier 1988, page 281).	377
Arrêté ministériel du 24 décembre 1987 portant création de centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1988). (Paru au J.O.R.F. du 17 janvier 1988).	377
Arrêté ministériel du 19 janvier 1988 fixant la date des élections au conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer). (Paru au J.O.R.F. du 27 janvier 1988, page 1301).	377
Arrêté ministériel du 20 janvier 1988 portant ouverture en 1988 de concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature. (Paru au J.O.R.F. du 27 janvier 1988, page 1297).	377
Arrêté ministériel du 21 janvier 1988 portant ouverture du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes. (Paru au J.O.R.F. du 29 janvier 1988, page 1373).	377

Arrêté interministériel du 22 janvier 1988 autorisant en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents de constatation stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (Paru au J.O.R.F. du 28 janvier 1988, page 1352).	378
Arrêté interministériel du 22 janvier 1988 autorisant en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement de préposés stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (Paru au J.O.R.F. du 28 janvier 1988, page 1352).	378
Avis relatif au taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour. (Paru au J.O.R.F. du 3 février 1988, page 1668).	379

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 139 CAB du 1er février 1988 portant délégation de signature à Mme Doris Teamotuitau, secrétaire administratif de 11e échelon.	379
Arrêté n° 150 BAC du 2 février 1988 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française d'acomptes sur la dotation globale de fonctionnement de 1988 servie par l'Etat - ministère de l'intérieur (janvier et février).	379
Arrêté n° 158 BCO du 4 février 1988 modifiant l'arrêté n° 1390-20 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au président du tribunal administratif de Papeete.	381

### EXTRAITS

Arrêté n° 156 J du 3 février 1988 accordant un congé de treize jours à Me Andrée Dubouch, notaire, et portant nomination de M. Michel Guichenu en qualité d'intérimaire.	381
Décision n° 161 PEL.E1 du 4 février 1988 constatant la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. René Shan Yan, P.E.G.C. au collège de Faavae.	381
Décision n° 165 SATP du 5 février 1988 constatant l'arrivée à Papeete de M. Robert Demesy, inspecteur divisionnaire de 3e échelon.	381
Décisions n°s 166 et 167 PEL.E1 du 5 février 1988 constatant la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de Mme Sylvie Pithon, P.E.G.C. au collège de Mahina, et de M. Olivier Richaud, professeur certifié au collège d'Arue.	381

## ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 88-2 AT du 11 février 1988 relative à une modification de l'article 8 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale.	382
Délégation n° 88-3 AT du 11 février 1988 portant modification de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie.	382
Délégation n° 88-4 AT du 11 février 1988 complétant la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 portant modification de la délibération n° 87-11 du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés.	383
Délégation n° 88-5 AT du 11 février 1988 portant création d'un service d'accueil et de surveillance.	383
Délégation n° 88-6 AT du 11 février 1988 portant modification de la délibération n° 80-106 en date du 22 août 1980, créant un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" (O.T.E.S.S.E.).	384
Délégation n° 88-7 AT du 11 février 1988 accordant l'exonération du droit de douane, du droit fiscal d'entrée des taxes parafiscales et de la taxe de statistique à l'importation d'un appareil de détection à rayons X destiné à l'aéroport de Tahiti-Faavae.	384
Délégation n° 88-8 AT du 11 février 1988 portant exonération de tous droits et taxes de douane en faveur du navire "Aorai" affecté à l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.).	385
Délégation n° 88-9 AT du 11 février 1988 conférant le caractère d'utilité publique à certaines dépenses imputées à la gestion de fait dit de la "Caisse sociale" de la maison d'arrêt.	385

Délégation n° 88-10 AT du 11 février 1988 portant modification de la délibération n° 87-86 AT du 30 juillet 1987 fixant les statuts types des sociétés anonymes d'économie mixte sur le territoire de la Polynésie française. ....	386
Délégation n° 88-11 AT du 11 février 1988 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1987 (transfert de crédits au sein des chapitres 900 et 901 de la section d'investissement). ....	386
Délégation n° 88-22 AT du 11 février 1988 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente. ....	388

## ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

### PRESIDENCE

Arrêté n° 191 PR du 16 février 1988 relatif à la présidence des comités de gestion spécialisés du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.). ....	388
Arrêté n° 192 PR du 16 février 1988 ordonnant la publication d'une convention au Journal officiel de la Polynésie française. ....	389
Arrêté n° 196 PR du 16 février 1988 portant délégation de signature (M. Louis Savio). ....	397
Arrêté n° 203 PR du 16 février 1988 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement et attribution de fonction (Mme Adèle Faatau). ....	397

### EXTRAITS

Arrêté n° 145 CM du 12 février 1988 désignant le représentant permanent du territoire de la Polynésie française au sein de la S.A. "Huilerie de Tahiti" (M. Patrick Révauti). ....	398
Arrêtés n°s 150 et 151 PR du 12 février 1988 relatifs à l'exercice des attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, et du ministre de l'éducation et de la formation professionnelle. ....	398
Arrêté n° 147 CM du 15 février 1988 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Etablissement territorial d'achats groupés. ....	398
Arrêté n° 149 CM du 15 février 1988 portant nomination des maires siégeant au conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.). ....	398
Arrêté n° 162 CM du 16 février 1988 portant désignation du représentant du territoire au conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles. ....	398

### MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU LOGEMENT, DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE

Arrêté n° 126 CM du 12 février 1988 abrogeant l'arrêté n° 388 CM du 13 mars 1986 fixant les modalités d'application définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux. ....	398
Arrêté n° 127 CM du 12 février 1988 fixant les prix de revient maximum des logements visés à l'article 3 de l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986. ....	399
Arrêté n° 128 CM du 12 février 1988 modifiant l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction des logements sociaux. ....	399

### MINISTRE DU TRAVAIL, DU TOURISME, DES TRANSPORTS ET DES SPORTS

Arrêté n° 161 CM du 16 février 1988 portant répartition de la subvention allouée pour l'année 1988 aux organisations syndicales de travailleurs. ....	400
---	-----

### EXTRAITS

Arrêté n° 125 CM du 12 février 1988 portant nomination de membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions. ....	401
Arrêté n° 153 CM du 15 février 1988 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 21 OTESSE/87 du 13 novembre 1987 accordant une subvention de trois millions de francs (3.000.000 CFP) au comité territorial des sports. ....	401
Arrêté n° 159 CM du 16 février 1988 portant nomination à la commission consultative du travail. ....	401

- Arrêté n° 160 CM du 16 février 1988 fixant les cotisations patronales relatives aux prestations familiales dues par les organismes de formation dont la liste est fixée par l'arrêté n° 890 CM du 17 août 1987. .... 401

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE  
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

- Arrêté n° 129 CM du 12 février 1988 portant modification du tarif réduit dans les relations téléphoniques automatiques du régime intérieur. .... 401
- Arrêté n° 130 CM du 12 février 1988 portant réaménagement de certains tarifs des télécommunications du régime intérieur. .... 402

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 154 CM du 15 février 1988 habilitant le Président du gouvernement à signer un protocole d'accord relatif à l'électrification photovoltaïque dans les P.T.O.M. .... 403

**MINISTÈRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 150 CM du 15 février 1988 portant autorisation d'ouverture de l'unité post-opérés et de soins intensifs de la clinique Paofai. .... 403
- Arrêté n° 151 CM du 15 février 1988 autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Manihi (Tuamotu-Gambier). .... 404

**MINISTÈRE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

- Arrêté n° 146 CM du 15 février 1988 fixant la date à partir de laquelle les enseignants remplissant les conditions requises sont autorisés à s'absenter pour partir en congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1987 - 1988. .... 404

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DE LA CONSOMMATION,  
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

- Arrêté n° 156 CM du 16 février 1988 fixant les taux maximaux de révision des loyers au titre de l'année 1988. .... 404
- Arrêté n° 157 CM du 16 février 1988 relatif à l'importation de café vert ou torréfié et aux prix de ces cafés. .... 405
- Arrêté n° 158 CM du 16 février 1988 relatif à la réouverture des importations de pommes de terre. .... 406

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 131 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à la S.A.R.L. Poly-Industries pour création d'une entreprise d'usinage, de tournage, de fraisage, et de transformation de matériaux métallurgiques. .... 406
- Arrêté n° 132 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à M. Mu Pitepe pour création d'une entreprise individuelle de menuiserie et d'ébénisterie à Papeete. .... 406
- Arrêté n° 133 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à l'entreprise individuelle de M. Ma Claudino pour son programme d'extension de menuiserie à Mahina. .... 406
- Arrêté n° 134 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à M. Belzer Bernard pour son projet d'extension de son entreprise de menuiserie et d'ébénisterie sise à Vaire (Moorea). .... 406
- Arrêté n° 135 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à Mme Mou Tham Gisèle pour création d'une entreprise de nettoyage, d'entretien de moquette (la Moquette magique) sise à Fa'a. .... 407
- Arrêté n° 136 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à la S.A.R.L. Jardin des îles pour son programme d'extension d'entreprise d'aménagement paysager. .... 407
- Arrêté n° 137 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à la S.A.R.L. Cook's Bay Motors pour son programme d'extension et de diversification d'activités d'un atelier d'entretien et de réparations de véhicules à Moorea. .... 407
- Arrêté n° 138 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à M. Tarano Gustave pour création d'une entreprise individuelle d'installation, d'entretien et de réparation en plomberie générale à Papara. .... 407
- Arrêté n° 139 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à l'entreprise individuelle Tiare Apetahi de Mme Terei Angéline, pour création d'une unité de transformation de produits laitiers à Uturoa (Raïatea). .... 407

Arrêté n° 140 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à la S.A.R.L. Tahiti Voiles pour création d'une unité de fabrication et d'entretien de voiles .....	407
Arrêté n° 141 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à l'entreprise individuelle Taputapuata de M. Champon Bernard pour son projet d'extension concernant la fabrication de bateaux en polyester. ....	407
Arrêté n° 142 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à l'entreprise Clair et Net de M. Roussel Patrick pour son programme d'extension d'entreprise de nettoyage divers. ....	407
Arrêté n° 143 CM du 12 février 1988 accordant une aide financière à l'entreprise individuelle de Mme Aurore Degage (Hei Pua) pour création d'une unité de fabrication de gouttières sans soudure et sans joint. ....	407

#### **MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

Arrêté n° 120 CM du 12 février 1988 ordonnant l'établissement du plan d'aménagement de détail du quartier Manuhoe à Papeete. ....	408
Arrêté n° 122 CM du 12 février 1988 portant déclassement du domaine public d'un emplacement maritime à Avera et son transfert au profit de la commune de Taputapuata. ....	409
Arrêté n° 155 CM du 15 février 1988 portant déclassement du domaine public d'un emplacement maritime à Maupiti et son transfert au profit de la commune de Maupiti (régularisation). ....	409

#### **EXTRAITS**

Arrêté n° 148 CM du 15 février 1988 portant affectation à l'assemblée territoriale d'une parcelle de terre sise à Papeete, rue du Docteur-Cassiau. ....	410
Arrêté n° 190 PR du 15 février 1988 portant annulation de la tombola de l'association sportive "Automobile de Tahiti". ...	410
Arrêtés n°s 197 à 199 PR du 16 février 1988 autorisant l'organisation de tombolas au profit de l'A.P.E.L. de l'école Sainte-Thérèse, de l'association sportive Vaa Toroura (Taahuaia-Tubuai), de la Ligue polynésienne de tennis de table. ....	410
Arrêté n° 200 PR du 16 février 1988 portant annulation de la tombola de l'association sportive "Défense contre l'alcoolisme". ....	411

#### **ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE**

Arrêté n° 88-4 Prés./AT du 11 février 1988 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale. ....	411
---	-----

#### **AVIS OFFICIELS**

Service de la curatelle.— Avis n° 111 ENR du 16 février 1988 portant ouverture de la succession vacante de M. Temauritapuhia Emile Taiahu. ....	411
Service des douanes.— Cours des changes (période du 25 février au 9 mars 1988 inclus). ....	412
Service de l'aménagement du territoire.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour le mois de janvier 1988. ....	412
Assemblée territoriale de la Polynésie française.— Liste portant représentation de l'assemblée territoriale au sein des organismes ou commissions extérieures à l'assemblée territoriale. ....	413

#### **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales. ....	428
Annonces diverses. ....	428

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

**ARRETE n° 152 DRCL du 2 février 1988 portant promulgation des arrêtés n° 4501, n° 4502 et n° 4503 du 2 novembre 1987.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués sur le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

— l'arrêté n° 4501 du 2 novembre 1987 portant classement d'un centre de réception radioélectrique exploité par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

— l'arrêté n° 4502 du 2 novembre 1987 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

— l'arrêté n° 4503 du 2 novembre 1987 abrogeant certaines dispositions de l'arrêté du 1er juillet 1980 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 février 1988.

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Jean MONTEPEZAT.*

**ARRETE MINISTERIEL n° 4501 du 2 novembre 1987 portant classement d'un centre de réception radioélectrique exploité par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française.**

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T., et du tourisme, chargé des P. et T.,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au ministre des postes et télécommunications d'attributions du ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 2 octobre 1987 ;

Sur le rapport du directeur général du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— Le centre de réception radioélectrique de Maupiti-OPT (Polynésie française) exploité par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française est classé en première catégorie.

Art. 2.— Le directeur général du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer, le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le directeur général de l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce territoire.

Pour le ministre délégué auprès du ministre  
de l'industrie, des P. et T.  
et du tourisme, chargé des P. et T.  
et par délégation :  
par empêchement du directeur  
de la production,  
*L'ingénieur général,  
M. TOUBIN.*

**ARRETE MINISTERIEL n° 4502 du 2 novembre 1987 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française.**

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T., et du tourisme, chargé des P. et T.,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au ministre des postes et télécommunications d'attributions du ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 1er octobre 1987 ;

Sur le rapport du directeur général du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— Les centres de réception radioélectrique de Taiohae Nuku Hiva OPT, cote 70 Nuku Hiva OPT, cote 110 Ua Pou OPT, cote 246 Ua Huka OPT, cote 660 Hiva Oa OPT, cote 120 Hiva Oa OPT, Atuona Hiva Oa OPT et cote 60 Fatu Hiva OPT (Polynésie française) exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française sont classés en première catégorie.

Art. 2.— Le directeur général du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer, le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le directeur général de l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce territoire.

Pour le ministre délégué auprès du ministre  
de l'industrie, des P. et T.  
et du tourisme, chargé des P. et T.  
et par délégation :  
par empêchement du directeur  
de la production,  
*L'ingénieur général,*  
M. TOUBIN.

**ARRETE MINISTERIEL n° 4503 du 2 novembre 1987**  
abrogeant certaines dispositions de l'arrêté du  
1er juillet 1980 portant classement de centres de  
réception radioélectrique exploités par l'Office  
des postes et télécommunications de la Polyné-  
sie française.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P.  
et T., et du tourisme, chargé des P. et T.,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitu-  
des et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et  
notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert  
au ministre des postes et télécommunications d'attributions du  
ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans  
les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1634 du 1er juillet 1980 classant en première  
catégorie les centres de réception radioélectrique de Bora Bora  
réservoir-OPT, Fare-Huahine-OPT, Maupiti-OPT, Papeete-  
OPT, Tapioi-OPT, Uturoa-OPT et Tiva-Tahaa-OPT (Polynésie  
française) ;

Sur le rapport du directeur général du bureau d'études des  
postes et télécommunications d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté susvisé du 1er juil-  
let 1980 sont abrogées, en ce qui concerne le centre de récep-  
tion radioélectrique de Maupiti-OPT (Polynésie française).

Art. 2.— Le directeur général du bureau d'études des postes et  
télécommunications d'outre-mer, le haut-commissaire de la  
République en Polynésie française et le directeur général de  
l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie fran-

çaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution  
du présent arrêté qui sera promulgué dans ce territoire.

Pour le ministre délégué auprès du ministre  
de l'industrie, des P. et T.  
et du tourisme, chargé des P. et T.  
et par délégation :  
par empêchement du directeur  
de la production,  
*L'ingénieur général,*  
M. TOUBIN.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

**DECRET n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de  
participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les  
élections législatives des partis et groupements définis au  
paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'article L. 167-1 du code électoral,

Décède :

Article 1er.— La liste des partis ou groupements habilités à  
utiliser les antennes de la radiodiffusion-télévision française pour  
des émissions de propagande électorale en vue des élections légis-  
latives, dans les conditions définies par l'article L. 167-1  
(§ III) du code électoral, est arrêtée par une commission siè-  
geant au ministère de l'intérieur et comprenant :

Un membre du Conseil d'Etat, en activité ou à la retraite,  
ayant au moins rang de conseiller, président ;  
Un représentant du ministre de l'intérieur ;  
Un représentant du ministre chargé de l'information.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté du  
Premier ministre.

Art. 2.— Au plus tard le vingtième jour précédant le premier  
tour de scrutin des élections législatives, les partis ou groupe-  
ments désireux de bénéficier, pour la propagande électorale, des  
durées d'émission fixées à l'article L. 167-1 (§ III) du code  
électoral, doivent en faire la demande au président de la com-  
mission instituée à l'article 1er.

Cette demande doit être accompagnée de la liste complète  
des candidats présentés aux élections législatives par le parti ou  
groupement intéressé et d'une attestation signée de chacun de  
ces candidats certifiant leur appartenance à la formation consi-  
dérée.

Art. 3.— La commission vérifie pour chacune des formations  
ayant formulé la demande prévue à l'article précédent :

Qu'elle constitue un parti ou groupement ne pouvant bénéfi-  
cier d'un temps de parole au titre du paragraphe II de l'article  
L. 167-1 du code électoral ;

Qu'elle présente, au premier tour de scrutin, au moins soi-  
xante-quinze candidatures conformes aux dispositions législa-  
tives et réglementaires en vigueur ;

Qu'aucun des candidats présentés n'appartient, à la date de  
publication du décret convoquant les électeurs, à un parti ou  
groupement pouvant bénéficier d'une émission au titre du pa-  
ragraphe II de l'article L. 167-1 du code électoral.

Art. 4.— Au plus tard le quinzième jour précédant le premier tour de scrutin, le président de la commission notifie la liste arrêtée au président de la commission instituée en application du paragraphe IV de l'article L. 167-1 du code électoral. Il avise les partis ou groupements l'ayant saisi d'une demande de la suite qui lui a été réservée.

Art. 5.— Le décret n° 67-84 du 30 janvier 1967 est abrogé.

Art. 6.— Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1978.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,  
Christian BONNET.

---

**DECRET n° 88-44 du 14 janvier 1988 modifiant le décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu l'article L. 167-1 du code électoral ;

Vu la loi n° 86-825 du 11 juillet 1986 modifiée relative à l'élection des députés et autorisant le gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales ;

Vu la loi n° 86-1197 du 24 novembre 1986 relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés, et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 modifié fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral,

Décète :

Article 1er. — I. — Au premier alinéa de l'article 2 du décret du 9 janvier 1978 susvisé, les mots «le jour du scrutin pour l'élection des députés», sont remplacés par les mots : «le premier tour de scrutin pour l'élection des députés».

II. — Le deuxième alinéa dudit article est remplacé par les dispositions suivantes :

«Cette demande doit être accompagnée de la liste complète des candidats présentés aux élections législatives par le parti ou le groupement intéressé avec l'indication de la circonscription où chaque candidat se présente, à laquelle est jointe une attestation signée de chacun de ces candidats certifiant leur appartenance à la formation considérée.»

Art. 2. — Le troisième alinéa de l'article 3 du décret du 9 janvier 1978 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«Qu'elle présente, au premier tour de scrutin, au moins soixante-quinze candidatures conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.»

Art. 3. — L'article 4 du décret du 9 janvier 1978 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«Art. 4. — Au plus tard le quinzième jour précédant le premier tour de scrutin, le président de la commission notifie la liste arrêtée au président de la Commission nationale de la communication et des libertés. Il avise les partis ou groupements l'ayant saisi d'une demande de la suite qui lui a été réservée.»

Art. 4. — Le présent décret entrera en vigueur en même temps que les dispositions du titre 1er de la loi du 11 juillet 1986 modifiée susvisée et que celles de la loi du 24 novembre 1986 susvisée.

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 janvier 1988.

Jacques CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,  
Charles PASQUA.

---

**AVIS d'ouverture du concours d'admission à l'école supérieure de commerce de Reims (session de 1988).**

A. — *Concours d'admission en première année*

Les épreuves écrites du concours d'admission à l'école supérieure de commerce de Reims (1) auront lieu les 25 avril 1988 (matin) (épreuve de technique de gestion), 28 avril (après-midi), 29 et 30 avril 1988 dans les centres suivants :

Amiens, Annecy, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Douai, Grenoble, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Papeete, Paris, Pau, Pointe-à-Pitre, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours et Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Les épreuves orales auront lieu au siège de l'école supérieure de commerce de Reims, 59, rue Pierre-Taittinger, 51061 Reims CEDEX, du 6 juin au 1er juillet 1988.

Le nombre des places mises au concours de 1988 est fixé à 145.

Les dossiers d'inscription seront reçus à l'école supérieure de commerce ou au siège d'Ericome, 58, rue du Port, 59046 Lille CEDEX, jusqu'au 15 février 1988.

B. — *Admission sur titres en première et deuxième année*

Les épreuves d'admission sur titres en première année auront lieu les 7, 8 et 9 septembre 1988, clôture des inscriptions le 11 juillet 1988.

Les épreuves d'admission sur titres en deuxième année auront lieu les 5 et 6 septembre 1988, clôture des inscriptions le 20 juillet 1988.

Les épreuves auront lieu dans les locaux de l'école supérieure de commerce de Reims, 59, rue Pierre-Taittinger, 51061 Reims CEDEX.

(1) Epreuves écrites communes Ericome (école de hautes études commerciales du Nord, école supérieure de commerce de Reims, école supérieure de commerce de Rouen, institut commercial de Nancy).



**DECRET du 5 janvier 1988 portant désignation de commissaires du Gouvernement (tribunaux administratifs).**

Par décret du Président de la République en date du 5 janvier 1988, dans les tribunaux administratifs ci-après, les conseillers de tribunal administratif dont les noms suivent sont désignés pour exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement pour la période du 1er janvier 1988 au 15 septembre 1988 :

Papeete : M. Michel Aubert, en remplacement de M. Bernard Leplat ;

**ARRETE MINISTERIEL du 24 décembre 1987 portant création de centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1988).**

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 24 décembre 1987, des centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature sont créés à Basse-Terre, à Fort-de-France, à Papeete et à Saint-Denis-de-la-Réunion.

**ARRETE MINISTERIEL du 19 janvier 1988 fixant la date des élections au conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer).**

Par arrêté du ministre des départements et territoires d'outre-mer en date du 19 janvier 1988, les élections en vue du renouvellement partiel des membres du conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens auront lieu le 29 mars 1988 pour les représentants métropolitains des trois sous-sections géographiques de ladite section.

Il sera tenu compte, pour l'établissement de la liste électorale, des pharmaciens inscrits au tableau de la section F à la date du 1er février 1988.

**ARRETE MINISTERIEL du 20 janvier 1988 portant ouverture en 1988 de concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature.**

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 20 janvier 1988 :

Deux concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature sont ouverts en 1988 aux candidats remplissant les conditions fixées à l'article 16 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958.

Le premier concours est ouvert aux candidats âgés de vingt-sept ans au plus au 1er janvier 1988 et titulaires d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou d'un des diplômes ou titres énumérés à l'article 17-1 du décret n° 72-355 du 4 mai 1972.

Les candidats non encore titulaires des diplômes ci-dessus cités seront admis à présenter leur candidature sous réserve, d'une part, d'aviser obligatoirement, et en tout cas avant le 5 juillet 1988, le procureur de la République du lieu de constitution du dossier de l'Ecole nationale de la magistrature du résultat des examens conditionnant leur candidature, d'autre part, de produire copie du diplôme ou une attestation en tenant lieu dans les huit jours de la proclamation des résultats du concours.

Le second concours est ouvert aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou d'un établissement public âgés de quarante ans au plus au 1er janvier 1988 et justifiant à la même date d'une durée de quatre ans au moins de service en ces qualités.

Les épreuves d'admissibilité des deux concours se dérouleront les 29, 30, 31 août et 1er septembre 1988 au siège des cours d'appel ci-après énumérées pour les candidats inscrits dans le ressort desdites cours et pour ceux qui demanderont à y composer : Agen, Aix, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Chambéry, Colmar, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Lyon, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Riom, Rouen, Toulouse, Versailles, Basse-Terre, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion et Nouméa.

Les épreuves pourront également se dérouler au siège des tribunaux de grande instance ci-après désignés pour les candidats inscrits dans le ressort de ces juridictions ou pour ceux qui demanderont à y composer :

Cayenne (cour d'appel de Fort-de-France) ;  
Nanterre (cour d'appel de Versailles) ;  
Nantes (cours d'appel de Rennes).

Des centres d'épreuves supplémentaires pourront être créés.

Le nombre total de places mises au concours est fixé à 245, dont 55 pour le second concours.

Les places offertes à l'un des concours qui n'auraient pas été attribuées aux candidats de la catégorie correspondante pourront, dans la limite des deux cinquièmes du nombre de places offertes à ce concours, être reportées sur l'autre concours après décision du jury.

Les demandes d'admission à concourir sont reçues par les autorités désignées par l'arrêté du 5 mai 1972, auxquelles les candidats doivent se présenter personnellement.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 25 mars 1988, à peine de forclusion.

**ARRETE MINISTERIEL du 21 janvier 1988 portant ouverture du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes.**

Par arrêté du ministre des affaires sociales et de l'emploi en date du 21 janvier 1988, le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes (session de 1988) aura lieu les 26 et 27 mai 1988 dans les centres suivants : Amiens, Ajaccio, Angers, Besançon, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Caen, Châlons-sur-Marne, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Basse-Terre,

Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion et Papeete (Polynésie française), ainsi que dans les centres qui seront organisés dans les territoires d'outre-mer et les Etats étrangers pour répondre aux candidatures qui se présenteront.

Les dossiers de candidature, constitués conformément à l'article 9 de l'arrêté du 5 février 1987, devront être déposés à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales avant le 1er avril 1988.

La note minimale requise pour être déclaré reçu au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes est fixée par le jury régional d'examen.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 677 selon la répartition suivante :

Amiens : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Angers : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Besançon : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Bordeaux : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-six places ;  
 Bourg-en-Bresse : école de sages-femmes du C.H. : quatorze places ;  
 Caen : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-huit places ;  
 Clermont-Ferrand : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-trois places ;  
 Dijon : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-trois places ;  
 Grenoble : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-deux places ;  
 Lille : école de sages-femmes de la faculté libre de médecine : seize places ;  
 Lille : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-huit places ;  
 Limoges : école de sages-femmes du C.H.R. : quatorze places ;  
 Lyon : école de sages-femmes de l'Hôtel-Dieu : trente places ;  
 Marseille : école de sages-femmes à la maternité de la Belle-de-Mai : vingt-huit places ;  
 Metz : école de sages-femmes du C.H.R. : quatorze places ;  
 Metz : école de sages-femmes Pierre-Morlane : seize places ;  
 Montpellier : collège d'élèves sages-femmes de la maternité du C.H.R. : vingt-six places ;  
 Nancy : école de sages-femmes de la maternité régionale A.-Pinard : vingt-huit places ;  
 Nantes : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-sept places ;  
 Nîmes : école de sages-femmes du C.H.R. : treize places ;  
 Paris : école de sages-femmes de la maternité Baudelocque : vingt-trois places ;  
 Paris : école de sages-femmes de l'hôpital Saint-Antoine : vingt-six places ;  
 Poissy : école de sages-femmes du C.H.I. de Poissy : vingt places ;  
 Poitiers : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Reims : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Rennes : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt et une places ;  
 Rouen : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-neuf places ;  
 Strasbourg : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-quatre places ;  
 Suresnes : école de sages-femmes du centre médico-chirurgical Foch : vingt places ;  
 Toulouse : école de sages-femmes du C.H.R. : vingt-deux places ;  
 Tours : école de sages-femmes du C.H.R. : dix-sept places ;  
 Fort-de-France : école de sages-femmes du C.H. : quatorze places ;  
 Saint-Denis-de-la-Réunion : école de sages-femmes du C.H. : quatorze places ;  
 Papeete : école de sages-femmes du C.H. territorial de Polynésie française : six places.

Aux places mises au concours s'ajoutent des places réservées aux candidats ne possédant pas la nationalité française dans les

conditions suivantes : une place dans les écoles comptant un effectif total de première année d'études compris entre dix et vingt élèves ; deux places dans les écoles comptant un effectif total de première année supérieur à vingt élèves.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 janvier 1988 autorisant en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents de constatation stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 22 janvier 1988, est autorisée en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents de constatation stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Quatre emplois sont à pourvoir, répartis de la manière suivante :

Concours externe prévu à l'article 5 (1<sup>o</sup>) du décret n° 79-88 du 25 janvier 1979 portant statut de ces agents :

- option Contrôle des opérations commerciales et administration générale : un emploi ;
- option Surveillance : un emploi.

Concours interne prévu à l'article 5 (2<sup>o</sup>) du même décret :

- option Contrôle des opérations commerciales et administratives générale : un emploi ;
- option Surveillance : un emploi.

*Nota.* — Pour tous renseignements, les candidats pourront s'adresser au chef du service des douanes et droits indirects de la Polynésie française.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 janvier 1988 autorisant en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement de préposés stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 22 janvier 1988, est autorisée en 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement de préposés stagiaires des douanes (femmes et hommes) des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Deux emplois sont à pourvoir au titre du concours externe prévu à l'article 5 (1<sup>o</sup>) du décret n° 79-89 du 25 janvier 1979 portant statut de ces agents.

*Nota.* — Pour tous renseignements, les candidats pourront s'adresser au chef du service des douanes et droits indirects de la Polynésie française.

**AVIS relatif au taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour.**

Le taux "MM" (moyenne mensuelle du taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour) visé à l'article 5-2 du règlement n° 86-13 du comité de la réglementation bancaire ressort, pour le mois de janvier 1988, à 7,80 p. 100.

**ACTES REGLEMENTAIRES  
DU HAUT-COMMISSAIRE**

**ARRETE n° 139 CAB du 1er février 1988 portant délégation de signature à Mme Doris Teamotuaïtau, secrétaire administratif de 11ème échelon.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 17 novembre 1987 portant nomination de M. Jean Montpezat, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1390-21 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature à M. Gérard Lenglet, chef du bureau du cabinet ;

Vu l'absence de M. Gérard Lenglet, chef du bureau du cabinet, en mission dans l'archipel des îles Australes,

Arrête :

Article 1er.- Mme Doris Teamotuaïtau, secrétaire administratif à la section courrier, reçoit délégation pour signer les ampliations des actes administratifs du haut-commissaire de la République du 1er au 8 février 1988.

Art. 2.- Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er février 1988.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général,  
de la Polynésie française,*  
Roger MOSER.

**ARRETE n° 150 BAC du 2 février 1988 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française d'acomptes sur la dotation globale de fonctionnement de 1988 servie par l'Etat - ministère de l'Intérieur (janvier et février).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu le décret n° 86-421 du 2 mars 1986 fixant les modalités de répartition des quotes-parts de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer ;

Vu les instructions ministérielles (TO du 20 janvier 1988) relatives aux versements d'acomptes sur la dotation globale de fonctionnement 1988 des communes ;

Vu les imputations à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général au compte n° 475.718.88 - dotation de référence - année 1988,

Arrête :

Article 1er.- Conformément au tableau annexé au présent arrêté et par anticipation sur les attributions de crédits qu'elles percevront au titre de la dotation globale de fonctionnement de 1988, il est attribué et versé aux communes de Polynésie française, à titre provisionnel, au titre de janvier et février 1988 et pour chacun de ces mois, un acompte égal à deux douzièmes des sommes perçues en 1987 au titre de la dotation de référence.

Art. 2.- Le versement de ces acomptes interviendra à la diligence de M. le trésorier-payeur général au cours des mois considérés.

Art. 3.- Les dotations versées aux communes au titre de la dotation globale de fonctionnement seront imputées en recettes au compte n° 742 des budgets communaux.

Art. 4.- Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 2 février 1988.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Roger MOSER.

**DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT SERVIE PAR L'ETAT EN 1988  
VERSEMENT D'ACOMPTES PROVISIONNELS EN JANVIER ET FEVRIER 1988**

COMMUNES	Dotation de référence 1987	Montant d'un douzième de la dotation de référence de 1987	Montant acompte de janvier 1988 (deux douzièmes dotation de référence de 1987)	Montant acompte de février 1988 (deux douzièmes dotation de référence de 1987)
<i>Iles Australes</i>	79.577.104	6.631.424	13.262.848	13.262.848
Raivavae	14.798.443	1.233.203	2.466.406	2.466.406
Rapa	9.577.626	798.135	1.596.270	1.596.270
Rimatara	12.935.209	1.077.934	2.155.868	2.155.868
Rurutu	19.902.877	1.658.573	3.317.146	3.317.146
Tubuai	22.362.949	1.863.579	3.727.158	3.727.158
<i>Iles du Vent</i>	1.212.887.009	101.073.912	202.147.824	202.147.824
Aruc	59.892.061	4.991.005	9.982.010	9.982.010
Faaa	257.544.146	21.462.012	42.924.024	42.924.024
Hitiaa O Te Ra	45.894.991	3.824.582	7.649.164	7.649.164
Mahina	87.083.596	7.256.966	14.513.932	14.513.932
Moorea-Maiao	65.090.924	5.424.243	10.848.486	10.848.486
Paca	79.373.959	6.614.496	13.228.992	13.228.992
Papara	49.632.018	4.136.001	8.272.002	8.272.002
Papeete	195.629.678	16.302.473	32.604.946	32.604.946
Pirae	117.699.574	9.808.297	19.616.594	19.616.594
Punaauia	131.003.064	10.916.922	21.833.844	21.833.844
Taiarapu-Est	53.571.006	4.464.250	8.928.500	8.928.500
Taiarapu-Ouest	31.972.151	2.664.345	5.328.690	5.328.690
Teva I Uta	38.499.841	3.208.320	6.416.640	6.416.640
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	204.900.020	17.075.000	34.150.000	34.150.000
Bora Bora	31.902.398	2.658.533	5.317.066	5.317.066
Huahine	36.064.059	3.005.338	6.010.676	6.010.676
Maupiti	10.687.321	890.610	1.781.220	1.781.220
Tahaa	41.252.438	3.437.703	6.875.406	6.875.406
Taputapuatea	30.603.610	2.550.300	5.100.600	5.100.600
Tumaraa	22.979.569	1.914.964	3.829.928	3.829.928
Uturoa	31.410.625	2.617.552	5.235.104	5.235.104
<i>Iles Marquises</i>	85.082.585	7.090.214	14.180.428	14.180.428
Fatu Hiva	9.242.012	770.167	1.540.334	1.540.334
Hiva Oa	18.104.668	1.508.722	3.017.444	3.017.444
Nuku-Hiva	19.105.116	1.592.093	3.184.186	3.184.186
Tahuata	10.279.704	856.642	1.713.284	1.713.284
Ua Huka	9.685.596	807.133	1.614.266	1.614.266
Ua Pou	18.665.489	1.555.457	3.110.914	3.110.914
<i>Tuamotu-Gambier</i>	186.909.501	15.575.784	31.151.568	31.151.568
Anaa	11.007.306	917.275	1.834.550	1.834.550
Arutua	11.642.434	970.202	1.940.404	1.940.404
Fakarava	11.158.957	929.913	1.859.826	1.859.826
Fangatau	8.640.180	720.015	1.440.030	1.440.030
Gambier	10.319.595	859.966	1.719.932	1.719.932
Hao	14.459.168	1.204.930	2.409.860	2.409.860
Hikueru	8.383.030	698.585	1.397.170	1.397.170
Makemo	11.704.082	975.340	1.950.680	1.950.680
Manihi	9.951.646	829.303	1.658.606	1.658.606

COMMUNES	Dotation de référence 1987	Montant d'un douzième de la dotation de référence de 1987	Montant acompte de janvier 1988 (deux douzièmes dotation de référence de 1987)	Montant acompte de février 1988 (deux douzièmes dotation de référence de 1987)
Napuka	9.154.481	762.873	1.525.746	1.525.746
Nukutavake	9.203.272	766.939	1.533.878	1.533.878
Puka Puka	7.558.996	629.916	1.259.832	1.259.832
Rangiroa	18.926.691	1.577.224	3.154.448	3.154.448
Reao	10.060.935	838.411	1.676.822	1.676.822
Takaroa	10.188.191	849.015	1.698.030	1.698.030
Tatakoto	7.674.714	639.559	1.279.118	1.279.118
Tureia	16.875.823	1.406.318	2.812.636	2.812.636
Total général	1.769.356.219	147.446.334	294.892.668	294.892.668

**ARRETE n° 158 BCO du 4 février 1988 modifiant l'arrêté n° 1390-20 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au président du tribunal administratif de Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment ses articles 98 à 102 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 1er septembre 1987 du ministère de l'intérieur portant nomination au tribunal administratif de Papeete de M. Jean Lavoignat en qualité de président ;

Vu le décret du 17 novembre 1987 portant nomination de M. Jean Montpezat, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2567 PERS/TA du 14 août 1987 portant affectation de M. Jean Brenier, conseiller de première classe, au tribunal administratif de Papeete ;

Vu la décision n° 1029 PEL.E3 du 16 septembre 1987 constatant l'arrivée dans le territoire de M. Jean Lavoignat, président du tribunal administratif ;

Vu l'arrêté n° 1390-20 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au président du tribunal administratif de Papeete ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.- L'article 2 de l'arrêté n° 1390-20 BCO du 30 novembre 1987, portant délégation de signature au président du tribunal administratif de Papeete, est modifié comme suit :

"Art. 2.- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Lavoignat, la délégation définie à l'article 1er sera exercée par M. Jean Brenier, conseiller de première classe au tribunal administratif de Papeete."

Art. 2.- Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'article 2 de l'arrêté n° 1390-20 BCO du 30 novembre 1987, et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 février 1988.

Jean MONTEPEZAT.

Par arrêté n° 156 J du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 février 1988.- A compter du 1er février 1988, un congé de treize jours est accordé à Maître Andrée Dubouch, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Maître Andrée Dubouch, M. Michel Guichenu est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Par décision n° 161 PEL.E1 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 février 1988.- Est constatée la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. René Shan Yan, P.E.G.C. au collège de Faa, originaire du territoire.

Par décision n° 165 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 février 1988.- Est constatée l'arrivée à Papeete, le 31 janvier 1988, de M. Robert Demesy, inspecteur divisionnaire de 3ème échelon, muté à la direction des polices urbaines de Polynésie française, embarqué de Paris-Roissy, le 30 janvier 1988.

- Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31-41, article 10.

Par décision n° 166 PEL.E1 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 février 1988.- Est constatée la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de Mme Sylvie Pithon, P.E.G.C. au collège de Mahina, dont l'époux est installé dans le territoire.

Par décision n° 167 PEL.E1 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 février 1988.- Est constatée la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. Olivier Richaud, professeur certifié au collège d'Arue, dont l'épouse est originaire du territoire.

# ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

## DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 88-2 AT du 11 février 1988 relative à une modification de l'article 8 de l'arrêté 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1980 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'Inspection du travail et des lois sociales et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu les arrêtés 1335 et 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu les accords tripartites signés le 6 février 1986 et notamment l'article 61 ;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 17 juin 1987 ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 6 CM du 18 janvier 1988 adoptée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 4-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

**Article 1er.**— Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté 1336 IT du 28 septembre 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les membres du conseil d'administration peuvent se faire remplacer aux séances. Les suppléants, nominativement désignés dans les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté, ne peuvent siéger qu'en l'absence des titulaires."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-3 AT du 11 février 1988 portant modification de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'Inspection du travail et des lois sociales et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu les arrêtés n°s 1335 et 1336 IT du 28 septembre 1956 portant respectivement institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie et portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 87-12 AT du 29 janvier 1987 portant modification des arrêtés n° 1335 IT et n° 1336 IT du 28 septembre 1956 ;

Vu les accords tripartites signés le 6 février 1986 ;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale le 26 août 1987 ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 16 CM du 28 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 5-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— L'article 10 modifié de l'arrêté n° 1336 IT est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Le conseil d'administration règle par ses délibérations, les affaires de la caisse relatives à ses grands équilibres financiers dans le cadre du programme social arrêté par le gouvernement.

Il est obligatoirement appelé à délibérer sur :

- Le budget annuel de la Caisse de prévoyance sociale et les actes modificatifs du budget,
- Les achats, ventes, échanges d'immeubles,
- Les affaires ayant une incidence réglementaire,
- L'acceptation des dons et legs.

Le conseil d'administration délègue toutes les autres affaires de l'organisme à la commission permanente prévue à l'article 11 bis."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

Mathias TARUOURA.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-4 AT du 11 février 1988 complétant la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 portant modification de la délibération n° 87-11 du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés.**

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-11 du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés, modifiée par la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 ;

Vu la délibération n° 87-113 du 29 octobre 1987 portant réglementation de l'installation et de l'exploitation des outillages portuaires mis à la disposition du public ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 23 CM du 29 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 6-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— Dans le cadre des mesures sociales accompagnant le plan de restructuration de la manutention portuaire et afin de permettre aux entreprises d'acconage de satisfaire aux obligations définies à l'article 16 de la délibération n° 87-113 du 29 octobre 1987, le régime dérogatoire institué par la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 est complété par les dispositions des articles 2 et 3 suivants :

Art. 2.— L'article 1er de la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 est complété *in fine* par un alinéa nouveau ainsi rédigé :

"Les mêmes dispositions s'appliqueront, à titre exceptionnel, aux salariés permanents des entreprises d'acconage ayant signé une convention avec le port autonome de Papeete, dans le cadre des dispositions de l'article 3 de la délibération n° 87-113 du 29 octobre 1987."

Art. 3.— L'article 5 de la délibération n° 87-115 du 29 octobre 1987 est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

"Pour les salariés définis au dernier alinéa (nouveau) de l'article 1er ci-dessus, le droit de demander l'admission au bénéfice du versement de la pension de retraite est ouvert jusqu'au 29 février 1988."

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

Mathias TARUOURA.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-5 AT du 11 février 1988 portant création d'un service d'accueil et de surveillance.**

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 25 CM du 9 février 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 3 février 1988 ;

Vu le rapport n° 7-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé en Polynésie française un service d'accueil et de surveillance dont les missions seront les suivantes :

- apporter aux personnes, usagers d'un service public, l'accueil et l'orientation qui leur est nécessaire ;
- établir une surveillance des locaux dont ils ont la charge ;
- faire face immédiatement aux mesures d'urgence qu'imposeraient des circonstances exceptionnelles, tant à l'égard des personnes (protection, secourisme, etc...) qu'à l'égard des locaux (incendie, vandalisme, etc...).

Art. 2.— Le service d'accueil et de surveillance reçoit compétence pour exercer ses missions à la Présidence du gouvernement, à l'Assemblée territoriale, au Comité économique et social ainsi que dans les ministères du gouvernement territorial.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du Président du gouvernement.

Il est habilité à effectuer la surveillance de nuit, soit par garde statique, soit au moyen de rondes.

Art. 3.— Lorsqu'ils sont chargés de l'accueil du public, les agents du service d'accueil et de surveillance sont tenus de porter un uniforme distinctif. Ils perçoivent une indemnité de première mise et une indemnité mensuelle d'entretien d'uniforme dont les taux et modalités sont déterminés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 4.— Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du service d'accueil et de surveillance sont fixées par arrêté en conseil des ministres.

Art. 5.— Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

Mathias TARUOURA.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-6 AT du 11 février 1988 portant modification de la délibération n° 80-106 en date du 22 août 1980 créant un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" (O.T.E.S.-S.E.).**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-106 en date du 22 août 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;

Vu la délibération n° 80-146 en date du 25 novembre 1980 portant modification de la délibération n° 80-106 en date du 22 août 1980 créant un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;

Vu l'arrêté n° 1547 SGCC du 18 mai 1981 fixant le fonctionnement des règles financières, budgétaires et comptables de l'O.T.E.S.S.E. ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 17 CM du 28 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 8-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 80-106 en date du 22 août 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 2 (nouveau).— L'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs a pour mission :

- d'encourager les investissements sportifs et socio-éducatifs qu'ils soient d'origines privées ou publiques ;
- de participer financièrement à ces investissements ou de les aider ;
- de concourir à l'amélioration des installations sportives existantes ;
- d'assurer la gestion et l'entretien de l'ensemble des équipements sportifs et socio-éducatifs territoriaux appartenant à l'Office ou qui lui sont affectés ;
- de définir et de promouvoir un plan et un programme d'investissements sportifs et socio-éducatifs du territoire ;
- à titre exceptionnel, de porter assistance financièrement au fonctionnement d'associations, dans des conditions qui sont déterminées par le conseil d'administration.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

Mathias TARUOURA.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-7 AT du 11 février 1988 accordant l'exonération du droit de douane, du droit fiscal d'entrée des taxes parafiscales et de la taxe de statistique à l'importation d'un appareil de détection à rayons X destiné à l'aéroport de Tahiti-Faaa.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,



Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 19 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 2 CM du 7 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 29 décembre 1987 ;

Vu le rapport n° 9-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— L'appareil de contrôle des bagages de soute, marque Balteau, type Controlix 2 D 90, n° 73.741/1, importé par le service de l'aviation civile et destiné à l'aéroport de Tahiti-Faaa, est admis au bénéfice de l'exonération de tous droits et taxes à l'exclusion de la taxe de péage ou de la taxe aéroportuaire.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-8 AT du 11 février 1988 portant exonération de tous droits et taxes de douane en faveur du navire "Aoral" affecté à l'établissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.).**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 19 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 7 CM du 8 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 10-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— Le navire de pêche "Aoral" de type BC 66T, est admis à l'importation au bénéfice de l'exonération de tous droits et taxes de douane.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-9 AT du 11 février 1988 conférant le caractère d'utilité publique à certaines dépenses imputées à la gestion de fait dit de la "Caisse sociale" de la maison d'arrêt.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté provisoire de la Cour des comptes du 3 mars 1983 ;

Vu le rapport du directeur de la maison d'arrêt du 8 juin 1984 ;

Vu le compte produit par les différents gestionnaires de fait de la maison d'arrêt, daté du 20 mars 1984 ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 239 CM du 22 décembre 1987 du Président du gouvernement, approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 16 décembre 1987 ;

Vu le rapport n° 11-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.— Dans le cadre de la gestion de fait dit de la caisse sociale de la maison d'arrêt, ne sont pas reconnues d'utilité

publique certaines dépenses effectuées pour la somme de *trois cent quatre vingt quinze mille neuf cent quinze francs CFP* (395.915 FCF) dont le détail figure en annexe à la présente.

Art. 2.- Toutes les dépenses autres que celles visées à l'article 1er et qui s'élèvent à un *million quarante sept mille neuf cent soixante dix sept francs CFP* (1.047.977 F.CFP) sont déclarées d'utilité publique.

Art. 3.- Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-10 AT du 11 février 1988 portant modification de la délibération n° 87-86 du 30 juillet 1987 fixant les statuts types des sociétés anonymes d'économie mixte sur le territoire de la Polynésie française.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ;

Vu le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 fixant les dispositions particulières aux diverses sociétés commerciales ;

Vu la délibération n° 87-86 du 30 juillet 1987 fixant les statuts types des sociétés anonymes d'économie mixte sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 219 CM du 9 décembre 1987 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 2 décembre 1987 ;

Vu le rapport n° 12-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er.- Les statuts types des sociétés anonymes d'économie mixte fixés par l'article 1er de la délibération n° 87-86 du 30 juillet 1987 susvisée, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 15 (4e alinéa).-

Les représentants du territoire et de ses établissements publics sont désignés par arrêté en conseil des ministres ou délibé-

ration régulièrement approuvée du conseil d'administration de ces établissements. Ils sont éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Art. 16 (3e alinéa).-

Le mandat des représentants du territoire et de ses établissements publics prend fin avec celui de l'organisme qui les a désignés. Toutefois (le reste sans changement)...

Art. 18 (2e alinéa).-

Le président du conseil d'administration peut être soit une personne physique, soit le territoire ou un de ses établissements publics agissant par un de ses représentants autorisé à occuper cette fonction par arrêté en conseil des ministres ou délibération régulièrement approuvée du conseil d'administration de cet établissement public.

Art. 22 (3e alinéa).-

Les représentants du territoire et de ses établissements publics ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération exceptionnelle qu'en vertu d'un arrêté en conseil des ministres et d'une délibération régulièrement approuvée du conseil d'administration de ces établissements publics. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter de fonctions dans la société telles que celles de président du conseil d'administration ou de directeur général.

Art. 2.- L'article 2 de la délibération n° 87-86 du 30 juillet 1987 susvisée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2 (nouveau).-

Le Président du gouvernement est habilité à signer au nom du territoire tous statuts de sociétés à constituer qui seraient conformes à l'article 1er de la présente délibération.

Art. 3.- L'article 3 de la délibération n° 87-86 du 30 juillet 1987 susvisée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 3 (nouveau).-

Dans le cadre des dispositions de l'article 153 de la loi n° 66-535 du 24 juillet 1966 susvisée, les sociétés anonymes, dans lesquelles la participation du territoire et de ses établissements publics est supérieure à 50 pour cent, mettront leurs statuts en conformité avec les dispositions de la présente délibération.

Art. 4.- Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 88-11 AT du 11 février 1988 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1987 (transfert de crédits au sein des chapitres 900 et 901 de la section d'investissement).**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 84-1043 AT du 7 décembre 1984 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1985 ;

Vu la délibération n° 85-1115 AT du 15 novembre 1985 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1986 ;

Vu la délibération n° 86-84 AT du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu les délibérations n° 87-16 AT du 19 mars 1987, n° 87-89 AT du 30 juillet 1987 et n° 87-99 AT du 14 septembre 1987 modifiant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 8 CM du 19 janvier 1988 approuvée en conseil des ministres dans sa séance du 13 janvier 1988 ;

Vu le rapport n° 14-88 du 9 février 1988 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er. — Les autorisations de programmes du budget local d'investissement de l'exercice 1987 sont modifiées comme suit :

- au chapitre 900 Bâtiment administratif.

S.chap.	Art.	N° Op.	Intitulés	En milliers de F.CFP	
				En moins	En plus
90009	2140	57.85	Matériel SEQ Australes	6.000	
90009	2140	30.86	Matériel Tuamotu-Gambier	6.000	
90009	2150	PM	Achat matériels roulants		12.000
				12.000	12.000

- au chapitre 901 Voirie territoriale.

S.chap.	Art.	N° Op.	Intitulés	Montant en milliers de F.CFP	
				En moins	En plus
90100	2140	67.87	Renouvellement matériel technique parc à matériel	6.000	
90100	2150	PM	Achat matériels roulants		6.000
				6.000	6.000

Art. 2. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Mathias TARUOURA.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DÉLIBÉRATION n° 88-22 AT du 11 février 1988 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu l'arrêté n° 88-4 Prés./AT du 11 février 1988 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 11 février 1988,

Adopte :

Article 1er. — La commission permanente est habilitée à régler ou éventuellement à étudier les affaires en instance à l'assemblée territoriale et figurant à l'annexe I ci-jointe.

Art. 2. — La commission permanente de l'assemblée territoriale est également habilitée à régler et à adopter les affaires suivantes dont l'urgence aura été signalée par le conseil des ministres, et concernant :

- a) les opérations relatives au F.I.D.E.S. ;
- b) les avals donnés par le territoire aux prêts contractés par les organismes publics et privés ;
- c) les créations de services et d'établissements publics et éventuellement les modifications des statuts de ces services ou établissements ;
- d) les affaires domaniales ;
- e) les textes se rapportant à la protection sociale, à l'emploi et à la formation professionnelle, la prise en charge des frais médicaux des fonctionnaires et assimilés ;
- f) les frais de justice ;
- g) la désignation des conseillers territoriaux dans les organismes extérieurs.

Art. 3. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Un secrétaire,

Jean-Baptiste TROUILLET.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**ANNEXE I**

**LISTE DES AFFAIRES A REGLER  
PAR LA COMMISSION PERMANENTE**

*Affaires économiques*

- Projet de délibération habilitant le Président du gouvernement à signer une convention relative au transport, au stockage et à la distribution des hydrocarbures dans les îles.

*Douanes*

- Lettre de M. le Président du gouvernement transmissive d'un projet de délibération portant exonération du droit fiscal d'entrée pour les matériels destinés à la réalisation du projet de desserte énergétique de Tahiti. (AT 654 du 9 octobre 1987 ou 180 CM du 9 octobre 1987).

- Projet de délibération portant exonération du droit fiscal d'entrée pour le matériel de lutte contre l'incendie, d'enlèvement des ordures ménagères et de nettoyage des rues, pour la ville de Papeete.

*F.I.D.E.S.*

- Modification du programme 1987 de la section locale du F.I.D.E.S.

*Finances territoriales*

- Projet de délibération accordant l'aval du territoire pour un emprunt contracté par la société T.E.P.

*Santé*

- Lettre de M. le Président du gouvernement transmissive d'un projet de délibération portant réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicales en Polynésie française. (AT 440 du 8 juillet 1987 ou 116 CM du 8 juillet 1987).
- Lettre de M. le Président du gouvernement transmissive d'un projet de délibération déclarant le rhumatisme articulaire aigu (R.A.A.) endémie de gravité majeure à caractère prioritaire en Polynésie française. (AT 797 du 9 décembre 1987 ou 220 CM du 9 décembre 1987).

**ARRETES DU GOUVERNEMENT  
OU DES MINISTRES**

**PRESIDENCE**

**ARRETE n° 191 PR du 16 février 1988 relatif à la présidence des comités de gestion spécialisés du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.).**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-18 du 9 mars 1987 portant création du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.),

Arrête :

Article 1er. — Les comités de gestion spécialisés du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.) sont présidés par le ministre responsable du secteur d'intervention.

— Vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel :

- Fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture
- Fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie
- Fonds spécial d'investissement forestier
- Fonds spécial pour le développement de l'artisanat traditionnel

- Ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports :
  - Fonds territorial pour l'emploi et la formation professionnelle
  - Fonds spécial pour le développement du tourisme et la protection de l'environnement

— Ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications :

- Fonds spécial d'investissement pour le développement de la pêche
- Fonds spécial d'équipement routier et fluvial

— Ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie :

- Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures
- Fonds spécial d'investissement pour le développement des petites et moyennes entreprises du secteur des métiers.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation et de la formation professionnelle assure la vice-présidence du Fonds de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique assure la vice-présidence du Fonds spécial pour le développement du tourisme et la protection de l'environnement.

Art. 3.— Avant chaque réunion des comités de gestion spécialisés et, au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion, le président du comité adresse un dossier complet de séance au Président du gouvernement et au chef du service des finances, secrétaire général du Fonds d'intervention et de solidarité.

Le dossier accompagnant la convocation aux réunions du comité de gestion doit être revêtu du visa du secrétaire général du Fonds d'intervention et de solidarité.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.  
Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 192 PR du 16 février 1988 ordonnant la publication d'une convention au *Journal officiel* de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 87-74 du 12 juin 1987 portant réforme de la réglementation des transports routiers ;

Vu la convention n° 88-44 du 1er février 1988 passée entre le territoire et le G.I.E. Huahine Nui Iti,

Arrête :

Article 1er.— La convention n° 88-44 du 1er février 1988 passée entre le territoire de la Polynésie française et le G.I.E. Huahine Nui Iti sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.  
Alexandre LEONTIEFF.

## CONVENTION

N° 88-44 du 1er février 1988

ENTRE :

M. Alexandre Léontieff, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française, en application de la délibération n° 87-74 AT en date du 12 juin 1987, ci-après dénommé "l'autorité organisatrice", d'une part,

ET

M. Pascal Taipunu, agissant en qualité de président du G.I.E. des transporteurs, ci-après dénommé le G.I.E. Huahine Nui Iti, d'autre part,

dans le cadre des dispositions de la délibération 87-74 AT du 12 juin 1987 et de la réglementation en vigueur, il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er.- *Objet de la convention.*

L'autorité organisatrice confie au G.I.E. Huahine Nui Iti l'exploitation des services de transport public et de transports scolaires dont la nature, la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le cahier des charges joint à la présente convention.

Celui-ci reprend l'ensemble des clauses que le service de l'éducation désire voir appliquer pour le transport des élèves, qu'il s'effectue ou non dans des services mixtes, c'est-à-dire avec des usagers adultes.

### Art. 2.- *Modification de la consistance des services.*

a) Le G.I.E. Huahine Nui Iti peut appliquer, en cours de contrat, des modifications mineures à la consistance et aux modalités d'exploitation des services, sous réserve d'en informer l'autorité organisatrice au moins un mois avant la date de leur mise en œuvre. Il en est ainsi en cas de modifications consistant en :

- légers aménagements des itinéraires des services réguliers.
- modifications du nombre de places offertes par tranche horaire affectées sur chaque ligne, inférieures à 10 %.

b) Toute modification autre que celles visées ci-dessus ne pourra être mise en œuvre qu'après accord écrit de l'autorité organisatrice et éventuellement conclusion d'un avenant à la présente convention. Il est envisagé, dès à présent, de faire le point six (6) mois après la signature de cette convention, pour discuter des modifications que souhaiterait chacune des deux parties.

c) En cours d'année scolaire, aucune modification susceptible de gêner les élèves ne pourra être apportée à la consistance des services.

### Art. 3.- Clause de non-concurrence.

L'autorité organisatrice et le G.I.E. Huahine Nui Iti ne pourront créer ou développer des services réguliers publics desservant tout ou partie des relations assurées par les services objets du présent contrat, et susceptibles de les concurrencer, qu'avec l'accord de l'autre partie. Toutefois, l'autorité organisatrice pourra créer des services nouveaux réservés aux élèves si le G.I.E. Huahine Nui Iti n'est pas en mesure de répondre à la demande.

### Art. 4.- Sous-traitance.

L'autorité organisatrice peut autoriser le G.I.E. Huahine Nui Iti à sous-traiter une partie des services qui fait l'objet du présent contrat. Dans ce cas, le G.I.E. Huahine Nui Iti reste entièrement responsable vis-à-vis de l'autorité organisatrice de l'exécution des services sous-traités.

Le nom des sous-traitants, et les services qu'ils effectuent, seront portés au cahier des charges. Tout conducteur non salarié sera considéré comme sous-traitant.

### Art. 5.- Durée.

La présente convention est passée pour une durée de 1 an au moins à compter de la date de signature. Elle devra obligatoirement couvrir une année scolaire complète. A l'issue de cette période, elle sera remplacée par une nouvelle convention qui devra être prête 3 mois avant l'expiration de celle-ci.

### Art. 6.- Gestion du service.

Sous réserve de respecter la réglementation générale en matière de transports routiers de voyageurs, les règles fixées par la présente convention et le cahier des charges annexé, le G.I.E. Huahine Nui Iti dispose de tout pouvoir en ce qui concerne la gestion des services qui lui sont confiés. Il s'engage à assurer le bon entretien et si nécessaire le renouvellement du matériel roulant. Il est tenu d'assurer la continuité des services définis au cahier des charges, quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure, intempéries ou grèves ; en dehors de ces cas, il supporte toutes les dépenses engagées par l'autorité organisatrice pour faire provisoirement assurer les services qu'il n'aurait pas été en mesure d'assurer. L'autorité organisatrice et le G.I.E. Huahine Nui Iti veillent à la sécurité publique. Lorsque celle-ci vient à être compromise par le mauvais état des infrastructures ou du matériel, l'autorité organisatrice de sa propre initiative ou à la demande du G.I.E. Huahine Nui Iti demande aux forces de police de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour prévenir tout danger et assurer la continuité des services.

### Art. 7.- Biens fournis par l'autorité organisatrice.

L'autorité organisatrice met en place, pour la sécurité et le confort des usagers, les biens qui figurent à l'inventaire annexé au cahier des charges. Il précise en outre les dates des différentes mises en place.

### Art. 8.- Biens fournis par le G.I.E. Huahine Nui Iti.

Le G.I.E. Huahine Nui Iti s'engage à fournir les biens nécessaires à l'exploitation des services autres que ceux mis à disposition par l'autorité organisatrice. Il fournit notamment le matériel roulant. Au fur et à mesure de leur mise en service, ces biens sont inscrits à l'inventaire. Ces inventaires mentionnent

ceux de ces biens qui ont été financés au moyen d'emprunts garantis par l'autorité organisatrice.

### Art. 9.- Tarifs.

Le G.I.E. Huahine Nui Iti est autorisé à percevoir, auprès des usagers, des prix établis sur la base de la tarification en vigueur. Le cahier des charges fixe la tarification et les conditions de son application.

### Art. 10.- Charges d'exploitation.

Le G.I.E. Huahine Nui Iti supporte toutes les charges d'exploitation, y compris :

- Les échéances des emprunts contractés par lui-même ou l'un de ses associés pour assurer le financement des biens nécessaires à l'exploitation.
- Sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers, à la suite de l'exécution des services.
- Les frais de timbre et de droit d'enregistrement éventuels du présent contrat.
- Les frais afférents au contrôle technique et de sécurité assuré par le territoire, selon la réglementation en vigueur.

### Art. 11.- Charges de l'autorité organisatrice.

Lors de la signature de la présente convention, l'autorité organisatrice prend en charge :

- l'aménagement des deux gares routières.
- l'équipement des points d'arrêt et de retournement.
- la conception et la réalisation de la campagne promotionnelle de lancement.
- le coût du transport des élèves répondant aux critères du service de l'éducation.

### Art. 12.- Compte-rendu d'activités.

Le G.I.E. Huahine Nui Iti présente à l'autorité organisatrice avant la fin des neuf (9) premiers mois de la présente convention, un compte-rendu d'activité comprenant les éléments statistiques suivants :

- kilométrage effectué par véhicule et par mois, les services scolaires étant comptés à part,
- dépenses,
- recettes, y compris celles du transport d'élèves en excluant les activités qui ne relèvent pas de la présente convention.

En outre, le G.I.E. Huahine Nui Iti présente tous les trois (3) mois un commentaire sur la fréquentation, l'état du matériel roulant et sur les événements marquants intervenus sur les différentes lignes exploitées.

### Art. 13.- Sanctions.

Quatre (4) agents du service de l'éducation et cinq (5) agents du service des transports terrestres et aériens seront habilités à constater toute infraction à la réglementation en vigueur. A cette fin, ils seront assermentés. En cas de non-respect de cette réglementation, les contrôleurs du service de l'éducation adressent, sous réserve des sanctions pénales judiciaires et administratives encourues, une injonction au G.I.E. Huahine Nui Iti incriminant

miné qui dispose d'un délai de 15 jours pour apporter toute modification jugée nécessaire. Si le G.I.E. Huahine Nui Iti ne se soumet pas à ces injonctions, les services scolaires dont il a la charge lui sont retirés.

La convention pourra néanmoins continuer jusqu'à son terme pour les services réguliers. En cas de manquement grave, il sera fait application de l'article 15. La suppression du service de transport des élèves sera immédiat.

#### Art. 14.- *Résiliation.*

L'autorité organisatrice se réserve le droit de résilier sans indemnité la présente convention :

- en cas de dissolution du G.I.E. Huahine Nui Iti,
- en cas de modification de la liste des associés sans l'autorisation de l'autorité organisatrice. La résiliation prend effet à compter du huitième jour franc de sa notification au président du G.I.E. Huahine Nui Iti.

S'agissant du sort des biens, la résiliation sans indemnités entraîne les mêmes conséquences que l'expiration de la convention (article 16).

#### Art. 15.- *Déchéance.*

Le G.I.E. Huahine Nui Iti peut être déchu du bénéfice du présent contrat :

- en cas de fraude ou de malversation de sa part,
- en cas d'observation grave ou de transgression répétée des clauses du présent contrat et notamment si le service vient à être interrompu totalement ou partiellement pendant plus de 15 jours, cas de force majeure, intempéries ou grèves exceptées, ou si du fait du G.I.E. Huahine Nui Iti, la sécurité vient à être compromise par défaut d'entretien du matériel roulant. La déchéance est prononcée par l'autorité organisatrice, après mise en demeure notifiée au président du G.I.E. Huahine Nui Iti, de remédier aux fautes constatées dans un délai qui lui est imparti. Cette déchéance prend effet à compter du jour de sa notification au G.I.E. Huahine Nui Iti et ne peut donner lieu à aucune indemnité.

#### Art. 16.- *Expiration de la convention.*

Lorsque le contrat arrive à échéance :

a) les biens mis à la disposition du G.I.E. Huahine Nui Iti par l'autorité organisatrice (lesquels figurent à l'inventaire annexé à la présente convention) font retour gratuitement à cette dernière.

b) les biens fournis par le G.I.E. Huahine Nui Iti (lesquels figurent à l'inventaire annexé à la présente convention) et qui ont été financés au moyen d'emprunts contractés avec la garantie de l'autorité organisatrice sont remis à cette dernière, à charge pour elle de se substituer au G.I.E. Huahine Nui Iti pour le paiement des annuités restant à courir et de lui verser la différence éventuelle entre la valeur vénale du bien, fixée à dire d'experts, et le montant du capital restant à rembourser.

c) les autres biens fournis par le G.I.E. Huahine Nui Iti peuvent être repris par l'autorité organisatrice, moyennant indemnité de rachat fixée à dire d'experts.

d) l'autorité organisatrice se réserve le droit d'acquérir, en totalité ou en partie, les approvisionnements et les stocks existants, à prix fixés à dire d'experts.

e) aucune indemnité autre que celles visées aux alinéas ci-dessus ne sera due par chacune des parties.

#### Art. 17.- *Litiges.*

L'autorité organisatrice et le G.I.E. Huahine Nui Iti conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application du présent contrat font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné par un commun accord. A défaut de conciliation, les litiges sont soumis à la juridiction administrative compétente.

#### Art. 18.- *Circulation.*

L'autorité organisatrice s'engage à intervenir auprès des autorités responsables de la circulation sur les voies publiques pour faciliter la circulation des véhicules de transport en commun, notamment dans les agglomérations.

#### Art. 19.- *Notifications.*

A défaut de notification adressée au président du G.I.E. Huahine Nui Iti par les représentants qualifiés de l'autorité organisatrice et constatée par reçu, les notifications sont valablement effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Papeete, le 1er février 1988.

*Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
Alexandre LEONTIEFF.*

*Le président du G.I.E. Huahine Nui Iti,  
Pascal TAIPUNU.*

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

**CAHIER DES CHARGES annexé à la convention n° 88-44 du 1er février 1988 passée entre le territoire de la Polynésie française et le G.I.E. Huahine Nui Iti.**

#### Article 1er.- *Objet.*

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions d'exploitation des services publics réguliers de voyageurs et des transports scolaires, conformément à la convention n° 88-44 du 1er février 1988 conclue entre :

Le territoire de la Polynésie française,  
ci-après dénommé "l'autorité organisatrice", d'une part,

et

Le groupement d'intérêt économique Huahine Nui Iti,  
ci-après dénommé "l'affectataire", d'autre part,

Il précise notamment les obligations de l'affectataire vis-à-vis de l'autorité organisatrice, des voyageurs et des tiers.

### Art. 2.- Consistance du service.

A) Les services publics réguliers minima que l'affectataire s'engage à exploiter, figurent au tableau n° 1 annexé au présent cahier des charges.

Ce tableau indique pour chacun des services, et par tranche horaire le nombre minimum de départs et le nombre minimum de places offertes que l'affectataire s'oblige à offrir à la clientèle.

Ce tableau est tenu à jour par avenant en fonction des modifications, créations ou suppressions de services.

B) Les services scolaires que l'autorité organisatrice confie à l'affectataire sont répertoriés dans le tableau n° 2 annexé au présent cahier des charges.

Ce tableau indique, pour chaque service, le point et l'heure de départ, le point et l'heure d'arrivée, l'itinéraire à emprunter et la capacité élèves théorique minimum du véhicule affecté à ce service.

### Art. 3.- Tarifs.

La structure tarifaire ainsi que les tarifs applicables aux voyageurs sont portés au tableau n° 3 annexé au présent cahier des charges.

Ce tableau est tenu à jour par avenant en fonction des modifications qui interviennent selon les modalités fixées par la présente convention.

### Art. 4.- Conditions de transport.

Le tableau n° 3 définit également les conditions dans lesquelles certaines catégories de voyageurs ont accès aux véhicules, ainsi que les conditions de transport des bagages et des animaux.

### Art. 5.- Information des voyageurs.

#### A) Information à bord des véhicules.

Les véhicules doivent porter de manière très apparente :

- pour tous : l'indicatif de la ligne et le nom ou l'emblème de l'affectataire.
- pour les services réguliers : le nom du service assuré.
- pour les services réguliers urbains : le panneau SU (à l'avant) et celui indiquant la priorité pour quitter les arrêts (à l'arrière).
- pour les services scolaires : à l'avant et à l'arrière, un panneau "transports d'enfants" en écriture d'au moins 15 cm de hauteur.

Les véhicules relevant de l'affectataire devront en outre être progressivement peints d'une même couleur que choisira l'affectataire. Néanmoins, la couleur jaune est réservée exclusivement aux véhicules assurant seulement un service scolaire.

A l'intérieur des véhicules devra être apposée la grille tarifaire.

#### B) Modifications ou suppressions de service.

Toutes modifications ou suppressions de service, même temporaires, autorisées par l'autorité organisatrice sont annoncées par voie d'affiches dans tous les véhicules de l'affectataire au moins 8 jours à l'avance.

### Art. 6.- Equipement des points d'arrêt.

L'autorité organisatrice s'engage à équiper progressivement les différents itinéraires d'aires permettant aux véhicules de s'arrêter en toute sécurité. Elle aménage également deux gares routières à Papeete.

Un règlement intérieur des deux gares routières sera rédigé en concertation avec l'ensemble de la profession. Il précisera en particulier l'attribution du nombre de quais par service ou groupe de services.

Les aménagements et l'entretien des points d'arrêt, des gares routières et des aires de retournement ne sont pas à la charge de l'affectataire.

### Art. 7.- Exploitation.

#### A) Pour les transports réguliers.

Le transport de voyageurs doit être assuré dans les meilleures conditions de régularité, de confort, de propreté, de sécurité et de rapidité.

Pour ce faire, l'affectataire dispose et met en service, à tout moment, du matériel roulant permettant d'assurer normalement les services prévus à l'article 2 ci-dessus.

Les agents d'exploitation doivent avoir une tenue correcte, faire montre de courtoisie à l'égard des voyageurs. Ils respectent scrupuleusement les règles du code de la route.

Les sonorisations intérieures sont tolérées, à condition d'être réglées à un faible niveau sonore.

Toute consommation de boissons alcoolisées est rigoureusement interdite à l'intérieur des véhicules. Tout usage de récipients en verre est interdit.

Il est interdit également de fumer à l'intérieur de l'espace réservé aux voyageurs.

Ces deux dernières prescriptions sont clairement portées à la connaissance du public par des panneaux clairs et bien visibles des passagers.

Sur les itinéraires en bordure desquels des panneaux "arrêt de trucks" ont été posés, les trucks auront obligation de charger ou de déposer leurs voyageurs seulement au droit de ces panneaux.

L'affectataire fournit à l'autorité organisatrice (service des transports terrestres et aériens) les renseignements suivants :

- nom du (ou des) chauffeurs
- numéro de leur permis de conduire, date d'octroi et type de permis
- certificat de capacité
- numéro de la police d'assurance et copie du contrat d'assurance passé pour chacun des véhicules.

#### B) Pour les transports scolaires.

L'affectataire s'engage à ce que les conducteurs se conduisent en bons pères de familles, respectueux du code de la route et des bons usages en matière de sécurité et de moralité.



L'affectataire fournit à l'autorité organisatrice (service de l'éducation) les renseignements suivants :

- nom du (ou des) chauffeurs
- numéro de leur permis de conduire, date d'octroi et type de permis
- certificat de capacité
- numéro de la police d'assurance et copie du contrat d'assurance passé pour chacun des véhicules.

Le fonctionnement des sonorisations des véhicules affectés au service scolaire est rigoureusement prohibé. De même, il y est rigoureusement interdit de fumer, de transporter des récipients en verre et de consommer des boissons alcoolisées à bord des véhicules.

Les feux de détresse devront être allumés lors de la descente et la montée des élèves. Pendant le transport des élèves, les véhicules roulent avec les feux de croisement allumés en permanence.

*C) Pour les transports réguliers et les transports scolaires.*

Le parc des véhicules utilisés pour les services réguliers, les services scolaires, ainsi que les véhicules de réserve sera répertorié à l'inventaire des véhicules.

La vitre séparant le conducteur des passagers devra être aménagée de façon à ce que ceux-ci puissent, soit présenter leur carte de transport (élèves), soit signaler tout problème de sécurité au conducteur.

La montée et la descente des voyageurs s'effectuent impérativement lors de l'arrêt complet du véhicule.

*Art. 8.- Publicité.*

L'affectataire assure à l'autorité organisatrice la disposition gratuite des supports publicitaires posés sur les véhicules lui appartenant, à l'occasion des campagnes publiques de sensibilisation des populations. Les contrats de publicité ou de

promotion liant l'affectataire avec une agence ou un commanditaire tiennent compte de ces sujétions.

La disponibilité des supports (produit de la somme des espaces publicitaires par la durée de l'affichage) est limitée par les dispositions suivantes :

- être d'une durée maximale annuelle cumulable de soixante (60) jours calendaires ;
- ne pas excéder cinquante pour cent (50 %) de la somme des espaces disponibles sur les véhicules de l'affectataire ;
- ou toute combinaison de ces deux clauses ne mobilisant pas plus la disponibilité du support publicitaire.

*Art. 9.- Pièces annexes.*

Sont annexés au présent cahier des charges :

- le tableau n° 1, comportant pages et définissant itinéraires, nombre de départs à effectuer et nombre de places offertes par période horaire.
- le tableau n° 2, comportant pages et indiquant horaires et itinéraires.
- le tableau n° 3, comportant pages et indiquant les tarifs et les conditions de transport.
- l'inventaire des véhicules.

Annexe à la convention n° 88-44", signée le 1er février 1988.

Fait à Papeete, le 1er février 1988.

*Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
Alexandre LEONTIEFF.*

*Le président du G.I.E. Huahine Nui Iiti,  
Pascal TAIPUNU.*

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

TABLEAU N° 1

Services réguliers assurés par le G.I.E. "Huahine Nui Iti"

A) Listes des services réguliers assurés par le G.I.E. Huahine Nui Iti :

Service de Fiti  
 Service de Maroe  
 Service de Haapu  
 Service de Parea  
 Service de Tefarerii  
 Service de Maeva  
 Service de Faie

B) Définition de chaque service :

- \* Service : Fiti - Tevairahi / Faatetoro / Faaini / Taravari  
 Sens : Fiti - Fare  
 Terminus : Fare

Capacité moyenne 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
6 h - 7 h	4	142
7 h - 8 h	2	60

- \* Service : Fiti - Tevairahi / Faatetoro / Faaini / Taravari  
 Sens : Fare - Fiti  
 Terminus : Fiti

Capacité moyenne 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
9 h - 10 h	2	60

- \* Service : Haapu  
 Sens : Haapu - Fare  
 Terminus : Fare

Capacité moyenne 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
7 h - 8 h	2	36

- \* Service : Haapu  
 Sens : Fare - Haapu  
 Terminus : Haapu

Capacité moyenne 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
9 h - 10 h	2	36

- \* Service : Parea  
 Sens : Parea - Fare  
 Terminus : Fare

Capacité moyenne 23 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
7 h - 8 h	2	49

- \* Service : Parea  
 Sens : Fare - Parea  
 Terminus : Parea

Capacité moyenne 23 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
10 h - 11 h	2	49

- \* Service : Tefarerii  
 Sens : Tefarerii - Fare  
 Terminus : Fare

Capacité moyenne 25 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
7 h - 8 h	3	53

- \* Service : Tefarerii  
 Sens : Fare - Tefarerii  
 Terminus : Tefarerii

Capacité moyenne 25 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
10 h - 11 h	3	53

- \* Service : Maeva - Faie  
 Sens : Maeva & Faie - Fare  
 Terminus : Fare

Capacité moyenne 35 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
7 h - 8 h	2	70

- \* Service : Maeva - Faie  
 Sens : Fare - Maeva & Faie  
 Terminus : Maeva & Faie

Capacité moyenne 35 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
9 h - 10 h	2	70

\* Service : Maroe  
Sens : Maroe - Fare  
Terminus : Fare

\* Service : Maroe  
Sens : Fare - Maroe  
Terminus : Maroe

Capacité moyenne 21 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
7 h - 8 h	2	42

Capacité moyenne 21 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
9 h - 10 h	2	42

## INVENTAIRE DES VEHICULES DU G.I.E. HUAHINE NUI ITI

Número minéralogique	Nombre de places adultes	Nombre de places enfants	Marques	Type	Année de 1ère mise en circulation
44.843 P	9	11	Peugeot	404 V 10	30 - 08 - 84
55.099 P	37	54	Mercédès	709	29 - 05 - 86
57.074 P	37	54	Daimler	LP 813	25 - 04 - 80
51.963 P	35	50	Mercédès	709	21 - 11 - 85
50.958 P	9	11	Wolkswagen	253 DF	19 - 09 - 85
4.851 P	22	28	Wolkswagen	299 DW 50	14 - 05 - 86
55.176 P	9	11	Peugeot	404 V 10	30 - 05 - 86
4.409 P	20	26	Hanomag	F 35 DL	19 - 08 - 74
49.487 P	9	11	Peugeot	504 V 40	27 - 06 - 87
56.225 P	30	40	Renault	JK 2 A 12	04 - 08 - 86
2.898 P	18	20	Saviem	SG2 MBZ 35	05 - 03 - 74
921 P	25	29	Saviem	SG2 MBZ 60	05 - 07 - 76
59.130 P	37	54	Mercédès	709	12 - 01 - 87
57.082 P	30	40	Renault	JK 2 A 12	11 - 08 - 86
41.626 P	41	60	Renault	JN 1 A 12	23 - 01 - 84
59.920 P	41	60	Renault	JN 1 A 12	25 - 02 - 87
5.852 P	13	15	Kiamaster	K 2 200	12 - 02 - 87

## SERVICES SCOLAIRES ASSURES PAR LE G.I.E. "HUAHINE - NUI - ITI"

Véhicules affectés	Capacité théorique élèves	Point de départ	Heure de départ	Itinéraires	Point d'arrivée	Heure d'arrivée
41.626 P	48	Faaini	6 h 45	Faaini vers	Fiti-primaire-maternelle	7 h 10
59.920 P	47	Faatetoro	6 h 45	Faatetoro vers	Fiti-primaire-maternelle	7 h 10
59.920 P	45	Fiti	7 h 15	Fiti vers	Fare CEG	7 h 25
59.920 P	8	Fare CEG	7 h 30	Fare CEG vers	Motu CJA	7 h 40
57.082 P	17	Meteau	6 h 45	Meteau vers	Maroe-primaire	7 h 00
57.082 P	40	Teruaohiti	7 h 05	Teruaohiti vers	Fiti-maternelle	7 h 15
57.082 P	24	Fiti	7 h 20	Fiti vers	Fare CEG	7 h 30
57.082 P	6	Fare CEG	7 h 30	Fare CEG vers	Motu CJA	7 h 40
59.130 P	30	Tefarerii-Parea	6 h 30	Tefarerii-Parea vers	Fiti-primaire	7 h 00
59.130 P	29	Fiti	7 h 05	Fiti vers	Fare-primaire	7 h 15
59.130 P	25	Fare-primaire	7 h 20	Fare-primaire vers	Fare CEG	7 h 25
56.225 P	33	Miru	6 h 35	Miru vers	Haapu-primaire	6 h 50
56.225 P	37	Haapu	6 h 55	Haapu vers	Fiti-primaire	7 h 10
56.225 P	35	Fiti	7 h 15	Fiti vers	Fare CEG	7 h 25
56.225 P	12	Fare CEG	7 h 30	Fare CEG vers	Motu CJA	7 h 40
49.487 P	11	Papeotio	6 h 35	Papeotio vers	Maeva-primaire	6 h 45
49.487 P	32	Taareu	6 h 55	Taareu vers	Maeva-primaire	7 h 00
49.487 P	21	Pati	7 h 10	Pati vers	Faie-primaire	7 h 20
49.487 P	25	Faie	7 h 22	Faie vers	Maeva-primaire	7 h 30
4.489 P	31	Tetahora	6 h 45	Tetahora vers	Fiti-primaire	7 h 00
4.489 P	10	Fiti	7 h 05	Fiti vers	Fare-primaire	7 h 15
4.489 P	9	Fare-primaire	7 h 20	Fare-primaire vers	Fare CEG	7 h 25
4.489 P	3	Fare CEG	7 h 30	Fare CEG vers	Motu CJA	7 h 40
51.963 P	31	Tefarerii	6 h 30	Tefarerii vers	Fiti primaire	7 h 00
51.963 P	30	Fiti	7 h 05	Fiti vers	Fare primaire	7 h 15
51.963 P	23	Fare primaire	7 h 20	Fare primaire vers	Fare CEG	7 h 25
44.843 P	14	Mahuti	6 h 30	Mahuti vers	Tefarerii primaire	6 h 50
44.843 P	36	Haamiti	6 h 55	Haamiti vers	Tefarerii primaire	7 h 05
44.843 P	36	Haamiti	7 h 10	Haamiti vers	Tefarerii primaire	7 h 20
44.843 P	36	Haamiti	7 h 25	Haamiti vers	Tefarerii primaire	7 h 35
29.367 P	57	Faie-Maeva	6 h 50	Faie-Maeva vers	Fare CEG	7 h 20
55.099 P	46	Fare	7 h 05	Fare vers	Fare CEG	7 h 20
50.958 P	27	Motu CJA	6 h 50	Motu Fare vers	Fare primaire	7 h 20
55.176 P	15	Fiti Tevairahi	6 h 35	Fiti Tevairahi vers	Fiti primaire	7 h 10
55.176 P	5	Fiti Tevairahi	6 h 15	Fiti vers	Fare CEG	7 h 25
54.851 P	15	Motu Fare	6 h 30	Motu Fare vers	Fare CEG	6 h 45
54.851 P	14	Fare	6 h 50	Fare vers	Fiti primaire maternelle	7 h 00
54.851 P	34	Maroe (belle vue)	7 h 05	Maroe (belle vue) vers	Fiti primaire	7 h 10
54.851 P	19	Fiti	7 h 15	Fiti vers	Fare CEG	7 h 25
54.851 P	13	Fare CEG	7 h 30	Fare CEG vers	Motu CJA	7 h 40
55.852 P	9	Haarimea	6 h 45	Haarimea vers	Parea Primaire	7 h 00
55.852 P	5	Hoturaro	7 h 15	Hoturaro vers	Parea maternelle	7 h 20

TABLEAU N° 3

TARIF ET CONDITIONS DE TRANSPORT  
PRATIQUES PAR LE G.I.E. HUAHINE NUI ITI

## Tarif des services réguliers

Service	Tarif applicable FCP
Fiti	100
Farauru	120
Faatetoro	120
Faaini	120
Taravari	200
Maroe	150
Haapu	160
Mcava & Faie	200
Tefarerii	220
Parea	350

## Tarif des services scolaires

Tranche kilométrique	Tarif applicable / élèves FCP
1 - 3	50
3 - 5	53
5 - 10	62
10 - 15	71
15 - 20	80
20 - 25	88
25 - 30	97
30 - 35	106
35 - 40	114
40 - 45	122

Il est appliqué un abattement forfaitaire de 3 % sur la rémunération du transporteur, pour tenir compte du taux moyen d'absentéisme des élèves transportés.

**ARRETE n° 196 PR du 16 février 1988 portant délégation de signature.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-1002 AT du 20 septembre 1984 portant création du secrétariat général du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 21 septembre 1984 portant organisation du secrétariat général du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 809 PR du 17 décembre 1987 portant délégation de signature,

Arrête :

Article 1er.— L'article 4 de l'arrêté n° 809 PR du 17 décembre 1987 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

**Article 4 (nouveau).**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Pérès, délégation de signature est donnée à M. Louis Savoie, secrétaire général adjoint, pour les actes énumérés aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean Pérès et Louis Savoie, délégation de signature est donnée à M. Jean-Gérard Leboucher, chef du secrétariat du conseil des ministres, pour les actes énumérés aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus.

Art. 2.— L'article 5 de l'arrêté n° 809 PR du 17 décembre 1987 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

**Article 5 (nouveau).**— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean Pérès, Louis Savoie et Jean-Gérard Leboucher, délégation de signature est donnée à Mme Adèle Faatau, chef du bureau du courrier par intérim, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget du territoire, au titre des frais de postes et télécommunications et qui lui ont été notifiés.

Art. 3.— Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 203 PR du 16 février 1988 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement et attribution de fonction.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-100 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «Cabinets ministériels» y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 11 janvier 1988 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 16 PR du 11 janvier 1988 portant nomination de Mme Adèle Faatau ;

Vu l'arrêté n° 93 PR du 2 février 1988 portant désignation du chef du bureau du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 15 février 1988, il est mis fin aux fonctions de Mme Adèle Faatau en qualité de chef du secrétariat particulier au cabinet du Président du gouvernement.

Art. 2.— Pour compter du 15 février 1988, Mme Adèle Faatau est nommée au cabinet du Président du gouvernement en qualité d'attachée de cabinet.

Art. 3.— Cumulativement avec ses fonctions, Mme Adèle Faatau est mise pour compter du 9 février 1988 à la disposition du secrétariat général du gouvernement pour servir comme chef du bureau du courrier par intérim.

Art. 4.— Est modifié en conséquence l'arrêté n° 16 PR du 11 janvier 1988.

Art. 5.— Le secrétaire général du gouvernement et le chef du service des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 145 CM du 12 février 1988.— Monsieur Patrick Révaut, ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie, est désigné représentant du territoire de la Polynésie française au sein des assemblées générales et du conseil d'administration de la S.A. "Huilerie de Tahiti".

Par arrêté n° 150 PR du 12 février 1988.— Monsieur Patrick Révaut, ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, pendant l'absence de M. Quito Braun-Ortega, du 19 au 28 février 1988.

Par arrêté n° 151 PR du 12 février 1988.— M. Raymond Van Bastolaer, ministre des affaires foncières et administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de la formation professionnelle, pendant l'absence de M. Nicolas Sanquer, en mission à l'extérieur du territoire du 16 au 29 février 1988.

Par arrêté n° 147 CM du 15 février 1988.— Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Etablissement territorial d'achats groupés :

- Mme Ribet Lovaina, directrice de l'école Heitama ;
- M. Bougues Jean, directeur de l'école Vaiaha ;
- M. Malinowski Jean-Claude, principal du collège d'Arue ;
- M. Alfred Teiti, président de la F.A.T.E.P. ;
- M. Ariotima Jean-Paul, secrétaire général du S.T.I.P. ;
- M. Vincenti Noël, secrétaire général de la F.E.N.

Par arrêté n° 149 CM du 15 février 1988.— Sont nommés, en qualité de membres du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles, au titre des maires siégeant au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) :

- M. Guy Rauzy, maire de la commune de Hiva Oa ;
- M. Henri Marere, maire de la commune de Rangiroa ;
- M. Taratua Teriirere, maire de la commune de Bora Bora.

Par arrêté n° 162 CM du 16 février 1988.— M. Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est désigné en qualité de représentant du territoire au sein du conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles.

# MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU LOGEMENT, DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE n° 126 CM du 12 février 1988 abrogeant l'arrêté n° 388 CM du 13 mars 1986 fixant les modalités d'application définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social" modifiée par délibération n° 84-1009 AT du 11 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 331 CM modifié du 26 décembre 1984 fixant l'organisation, le fonctionnement, les règles financières, budgétaires et comptables de l'Office territorial de l'habitat social ;

Vu l'arrêté n° 387 CM du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux ;

Vu l'arrêté n° 388 CM du 13 mars 1986 modifié par l'arrêté n° 1090 CM du 10 septembre 1986 fixant les modalités d'application de l'arrêté n° 387 CM du 13 mars 1986 susvisé ;

Vu l'arrêté n° 613 CM du 20 mai 1987 fixant le prix de revient maximum des logements ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Les modalités d'application de l'arrêté n° 387 CM sont définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Les logements devront répondre aux caractéristiques suivantes :

Type	Surface hors œuvre minimale	Nombre de chambres
F2	35 m <sup>2</sup>	1
F3	46 m <sup>2</sup>	2
F4	56 m <sup>2</sup>	3
F5	71 m <sup>2</sup>	4

Pour le calcul des surfaces hors œuvre visées ci-dessus, il n'est pas tenu compte de la superficie des loggias, balcons, terrasses et des garages éventuellement incorporés aux bâtiments.

Art. 3.— Pour la définition du prix de revient, il sera tenu compte des coûts :

- de la construction du bâtiment, y compris assainissement individuel pour les constructions isolées ;
- du branchement aux réseaux publics en limite de parcelle ;
- des frais divers d'honoraires, d'assistance, de révision de prix, d'assurance, de maître d'ouvrage.

Art. 4.— Le montant de la subvention est plafonné à 25 % du prix de revient maximum de chaque type de logement, tel qu'il est fixé à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5.— Le montant de la subvention versée est déterminé par application du coefficient ci-après défini au prix de revient.

Art. 6.— Ce coefficient sera au plus égal à 0,20 si l'ensemble des revenus calculés conformément à l'arrêté n° 1088 CM du 10 septembre 1986 est supérieur ou égal à 50 % du plafond défini au même arrêté. Ce coefficient est majoré au maximum de 25 % dans tous les autres cas.

Art. 7.— Les versements de la subvention seront effectués après vérification du permis de construire et de l'avancement des travaux et selon les pourcentages suivants :

- 15 % de la subvention à l'achèvement des fondations,
- 40 % de la subvention après achèvement des cloisons et couverture,
- 45 % à l'achèvement des travaux et sur présentation d'un certificat de conformité.

En cas d'intervention d'un organisme qualifié d'assistance administrative, financière et technique, le montant de la subvention pourra être versé directement à cet organisme.

Art. 8.— L'arrêté n° 388 CM modifié du 13 mars 1986 est abrogé.

Art. 9.— Le ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires sociales,  
du logement, de la jeunesse,  
de la famille et de la solidarité,*

Huguette HONG KIOU.

**ARRETE n° 127 CM du 12 février 1988 fixant les prix de revient maximum des logements visés à l'article 3 de l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social" modifiée par délibération n° 84-1009 AT du 11 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 331 CM modifié du 26 décembre 1984 fixant l'organisation, le fonctionnement, les règles financières, budgétaires et comptables de l'Office territorial de l'habitat social ;

Vu l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux ;

Vu l'arrêté n° 126 CM du 12 février 1988 abrogeant l'arrêté n° 388 CM du 13 mars 1986 fixant les modalités d'application de l'arrêté n° 387 CM du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de revient maximum de chacun des types de logements visés à l'article 2 de l'arrêté n° 126 CM du 12 février 1988 est fixé pour l'année 1988 à :

- F2.....	2.950.000 FCP
- F3.....	3.870.000 FCP
- F4.....	4.680.000 FCP
- F5.....	5.500.000 FCP

Art. 2.— Le ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires sociales,  
du logement, de la jeunesse,  
de la famille et de la solidarité,*

Huguette HONG KIOU.

**ARRETE n° 128 CM du 12 février 1988 modifiant l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction des logements sociaux.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789-PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social" modifiée par délibération n° 84-1009 AT du 11 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 331 CM modifié du 26 décembre 1984 fixant l'organisation, le fonctionnement, les règles financières, budgétaires et comptables de l'Office territorial de l'habitat social ;

Vu l'arrêté n° 387 CM du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux ;

Vu l'arrêté n° 1089 CM du 10 septembre 1986 modifiant l'arrêté n° 387 CM du 13 mars 1986 définissant le régime d'aide applicable à la construction de logements sociaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— L'article 9 de l'arrêté n° 387 CM modifié du 13 mars 1986 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 9 (nouveau).— Cette subvention peut être cumulée avec l'aide à l'amélioration des logements à la condition qu'elle soit destinée à une construction autre que celle qui a bénéficié de l'aide à l'amélioration des logements. Dans ce cas, le montant cumulé des aides ne doit pas excéder le plafond calculé selon les dispositions de l'arrêté définissant les modalités d'application du présent régime d'aide à la construction."

Art. 2.— Le ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires sociales,  
du logement, de la jeunesse,  
de la famille et de la solidarité,  
Huguette HONG KIOU.*

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU TOURISME,  
DES TRANSPORTS ET DES SPORTS**

ARRETE n° 161 CM du 16 février 1988 portant répartition de la subvention allouée pour l'année 1988 aux organisations syndicales de travailleurs.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail ;

Vu le budget du territoire de l'exercice 1988 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Il est procédé à la répartition de la dotation inscrite au budget territorial 1988 pour la participation aux dépenses de fonctionnement des organisations syndicales de travailleurs suivant leur représentativité obtenue au cours de l'année 1987 :

— Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie (U.S.A.T.P.) . . . . .	10.839.000
— Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) . . . . .	10.768.000
— Union des travailleurs de Tahiti (U.T.T.I.L.) . . . . .	4.924.000
— A Tia I Mua (C.F.D.T.) . . . . .	3.413.000
— Union des syndicats du personnel de l'enseignement privé de la Polynésie (U.S.P.E.P.) . . . . .	1.349.000
— Confédération des syndicats indépendants (C.S.I.P.) . . . . .	969.000
— Syndicat des gens de mer (S.G.M.) . . . . .	638.000
— Syndicat des dockers permanents et des travailleurs de la manutention portuaire (S.D.P.T.P.M.) . . . . .	100.000
— Syndicat des travailleurs de l'O.P.T. . . . .	100.000
— Syndicat des travailleurs des P.T.T. . . . .	100.000
— Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.) . . . . .	100.000
— Syndicat de l'enseignement privé (S.E.P.) . . . . .	100.000
— Syndicat des gradés et cadres de la banque de Tahiti (S.G.C.B.T.) . . . . .	100.000
— Force ouvrière (F.O.) . . . . .	100.000
— Syndicat des travailleurs de la mer (S.T.M.) . . . . .	100.000
— Syndicat du personnel de l'institut Malardé (S.P.I.) . . . . .	100.000
— Fédération inter-îles des syndicats des travailleurs (F.S.I.T.) . . . . .	100.000
— Syndicat national de l'enseignement chrétien (S.N.E.C.) . . . . .	100.000

Art. 2.— « Ces dotations ne constituent que des indications prévisionnelles qui n'autorisent pas les syndicats susnommés à engager la totalité de ces crédits dont les engagements de dépenses seront liquidés par le service des finances en trois tranches de 4/12e dans les conditions ci-après :



— La première tranche sera liquidée sur simple demande de l'organisation syndicale ;

— La deuxième tranche sera liquidée au vu des pièces justificatives sur l'utilisation de la première tranche. Ces pièces seront acquittées ou certifiées et visées par le service de l'inspection du travail et des lois sociales ;

— Les engagements de la dernière tranche ne seront liquidés par le service des finances qu'au vu des pièces justificatives, sur l'utilisation de la deuxième tranche et du reliquat de la subvention constituant la 3e tranche. Ces pièces seront acquittées ou certifiées et visées par le service de l'inspection du travail et des lois sociales.

Art. 3.— La dépense est imputable à l'exercice 1988 du budget du territoire, chapitre 953.01 article 657.36 «Subvention aux syndicats des salariés».

Art. 4.— Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,*

Napoléon SPITZ.

Par arrêté n° 125 CM du 12 février 1988.— Sont nommés membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels :

- en qualité de représentants des agences de voyages et des bureaux d'excursions :

- M. Philippe Chenu, directeur de l'agence de voyages Tahiti Tours ;
- M. John Hardie, directeur du bureau de voyages Paradise Tours ;
- M. Tavararo Poroi, directeur de l'agence de voyages Tahiti Poroi.

- en qualité de représentant des transporteurs aériens internationaux :

- M. Charles Guillaume, représentant de la compagnie U.T.A. en Polynésie française.

- en qualité de représentant des transporteurs aériens domestiques :

- M. Marcel Galenon, directeur de la compagnie Air Tahiti.

- en qualité de représentant de l'hôtellerie :

- M. Larys Kindynis, président directeur général de l'hôtel Kia Ora Rangiroa.

- en qualité de représentant des organismes de garantie financière :

- M. Raymond Clavier, directeur de la banque de Polynésie.

Les membres de la commission représentant les intérêts professionnels sont nommés pour deux années. Toutefois, leur mandat expire de plein droit en même temps que celui qu'ils détiennent des organisations professionnelles et syndicales qu'ils représentent. Il est pourvu à leur remplacement dans un délai d'un mois.

Par arrêté n° 153 CM du 15 février 1988.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 21 OTESSE 87 du 13 novembre 1987 accordant une subvention de trois millions de francs (3.000.000 F. CFP) au comité territorial des sports.

Par arrêté n° 159 CM du 16 février 1988.— Sont nommés membres de la commission consultative du travail :

A) Représentants des employeurs :

— Association française des banques — Comité de Polynésie française :

— M. Raymond Clavier  
— Mme Helen Jourdain

*Titulaire  
Suppléante*

B) Représentants des salariés :

— Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie :

— M. Eugène Montrose  
— M. Pierre Chanfour  
— M. Emile Tchen

*Titulaires*

— M. Albert Desroches  
— M. Théodore Taputu  
— M. André Sie

*Suppléants*

Par arrêté n° 160 CM du 16 février 1988.— Les cotisations patronales relatives aux prestations familiales dont bénéficient les personnes suivant des stages ou des cycles de formation professionnelle à temps plein sont à la charge des organismes dont la liste a été fixée par arrêté n° 890 CM du 17 août 1987.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'ÉNERGIE  
ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**ARRÊTÉ n° 129 CM du 12 février 1988 portant modification du tarif réduit dans les relations téléphoniques automatiques du régime intérieur.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1488 du 31 décembre 1985 relatif à la suppression de l'Office des postes et des télécommunications de la Polynésie française et la convention Etat-territoire n° 85-8 du

3 décembre 1985 relative à l'exécution du service des postes et télécommunications en Polynésie française, prévue en son article 5 ;

Vu la délibération n° 85-1023 AT du 8 mars 1985 portant création de l'établissement public territorial dénommé "Office des postes et télécommunications" ;

Vu l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications", modifié ;

Vu l'arrêté n° 1344 CM du 27 décembre 1985 instituant un système de tarif réduit dans les relations téléphoniques automatiques du régime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 20 mai 1986 portant modification des tarifs des télécommunications du régime intérieur, modifié par les arrêtés n° 294 CM du 20 mars 1987 et n° 918 CM du 19 août 1987 ;

Vu la délibération n° 87-28 du conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications, adoptée lors de sa séance du 3 novembre 1987 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1344 CM du 27 décembre 1985, visé ci-dessus, instituant un système de tarif réduit dans les relations téléphoniques automatiques à l'intérieur des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, et entre les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, est abrogé et remplacé par le dispositif exposé dans l'article 2, ceci à compter de la mise en service de la première des liaisons de télécommunications automatiques intégrales, assurées par l'intermédiaire du réseau domestique de télécommunications par satellite et au fur et à mesure de l'ouverture de ces liaisons.

Art. 2.— Dans l'ensemble des relations téléphoniques automatiques interarchipels, interinsulaire et intercirconscriptions, est institué le système de tarifs réduits suivant :

- Réduction d'un tiers par rapport à la taxation en vigueur :
  - du lundi au vendredi : de 05h30 à 06h30 et de 20h30 à 22h00
  - le samedi : de 05h30 à 06h30 et de 19h00 à 22h00
  - le dimanche et les jours fériés : de 08h00 à 12h00.
- Réduction de moitié par rapport à la taxation en vigueur :
  - du lundi au samedi : de 00h00 à 05h30 et de 22h00 à 24h00
  - le dimanche et les jours fériés : de 00h00 à 08h00 et de 12h00 à 24h00.

Art. 3.— Le présent arrêté sera applicable à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications et le directeur général de

l'Office des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes  
et télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 130 CM du 12 février 1988 portant réaménagement de certains tarifs des télécommunications du régime intérieur.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1488 du 31 décembre 1985 relatif à la suppression de l'Office des postes et des télécommunications de la Polynésie française et la convention Etat-territoire n° 85-8 du 3 décembre 1985 relative à l'exécution du service des postes et télécommunications en Polynésie française, prévue en son article 5 ;

Vu la délibération n° 85-1023 AT du 8 mars 1985 portant création de l'établissement public territorial dénommé "Office des postes et télécommunications" ;

Vu l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications", modifié ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 20 mai 1986 portant modification des tarifs des télécommunications du régime intérieur, modifié par les arrêtés n° 294 CM du 20 mars 1987 et n° 918 CM du 19 août 1987 ;

Vu la délibération n° 87-26 du conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications, adoptée lors de sa séance du 3 novembre 1987 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Dans les relations téléphoniques interarchipels, interinsulaire et intercirconscriptions, au fur et à mesure de l'ouverture des liaisons de télécommunications automatiques intégrales assurées par l'intermédiaire du réseau domestique de télécommunications par satellite, les taxes des communications téléphoniques du régime intérieur sont réaménagées conformé-

ment aux dispositions précisées dans les articles 2 et 3 du présent arrêté.

#### Art. 2.— Communications interarchipels

Communications établies entre l'archipel de la Société et les archipels des Tuamotu-Gambier, des Marquises et des Australes, ou entre ces derniers.

- La taxe appliquée aux communications dont l'acheminement est entièrement automatique est fixée à une taxe de base toutes les 20 secondes.

- La tarification des communications dont l'acheminement fait appel à une opératrice est fixée :

- pour les trois premières minutes indivisibles, à neuf taxes de base ;
- par minute supplémentaire, à trois taxes de base.

#### Art. 3.— Communications intercirconscriptions

La taxation applicable aux communications, dont l'acheminement est entièrement automatique, établies à l'intérieur de l'archipel des Marquises est fixée conformément au tableau suivant :

Groupe	Îles	Nuku-Hiva	Ua Pou	Ua Huka	Hiva Oa	Tahuata	Fatu Hiva
Nord	Nuku-Hiva	6'	60"	60"	45"	45"	45"
	Ua Pou	60"	6'	60"	45"	45"	45"
	Ua Huka	60"	60"	6'	45"	45"	45"
Sud	Hiva Oa	45"	45"	45"	6'	90"	60"
	Tahuata	45"	45"	45"	90"	6'	60"
	Fatu Hiva	45"	45"	45"	60"	60"	6'

La taxation applicable aux communications dont l'acheminement est entièrement automatique, établies à l'intérieur de l'archipel des Tuamotu-Gambier et à l'intérieur de l'archipel des Australes est fixée conformément aux dispositions suivantes :

- La taxe appliquée aux communications intra-insulaires est fixée à une taxe de base toutes les six minutes ;
- La taxe applicable aux communications échangées entre des îles ou des atolls faisant partie d'une même commune est fixée conformément aux dispositions suivantes :
  - une taxe de base toutes les quarante cinq secondes, lorsque la distance séparant les deux îles ou atolls est inférieure à cent cinquante kilomètres ;
  - une taxe de base toutes les trente secondes, lorsque la distance séparant les deux îles ou atolls est supérieure à cent cinquante kilomètres ;
- La taxation applicable aux communications échangées entre les îles et atolls appartenant au même archipel mais à des communes distinctes est fixée à une taxe de base toutes les vingt secondes ;
- La taxation applicable aux communications dont l'acheminement fait appel à une opératrice est fixée :

- pour les trois premières minutes indivisibles, à neuf taxes de base ;
- par minute supplémentaire, à trois taxes de base.

Art. 4.— Le présent arrêté sera applicable à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications et le directeur général de l'Office des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes  
et télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 154 CM du 15 février 1988.— Le Président du gouvernement est habilité à signer le protocole d'accord relatif à la première tranche du programme d'électrification photovoltaïque dans les P.T.O.M. français, passé entre la commission du Pacifique Sud et le territoire.

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Par arrêté n° 150 CM du 15 février 1988.— Est autorisée l'ouverture d'une unité post-opérés et de soins intensifs à la clinique Paofai conformément aux dispositions de l'article 32 de la délibération n° 83-122 du 28 juillet 1983 instituant une carte sanitaire en Polynésie française.

Par arrêté n° 151 CM du 15 février 1988.— M. Petero Tupana est autorisé à ouvrir un dépôt de médicaments dans son magasin sis à Manihi (archipel des Tuamotu-Gambier) dans les conditions définies à l'article 17 du décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie.

Les médicaments mis en vente devront être revêtus du cachet du pharmacien fournisseur et vendus au même prix que dans les officines de pharmacie.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**ARRETE n° 146 CM du 15 février 1988 fixant la date à partir de laquelle les enseignants remplissant les conditions requises sont autorisés à s'absenter pour partir en congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1987-1988.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la formation professionnelle ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 645 CM du 22 mai 1987 fixant le calendrier de l'année scolaire 1987-1988 ;

Vu l'avis favorable du comité paritaire compétent à l'égard des institutrices et instituteurs de Polynésie française ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des personnels enseignants du second degré ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 10 février 1988,

Arrête :

**Article 1er.**— Les instituteurs et les personnels de l'enseignement du premier degré remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1987-1988 sont autorisés à s'absenter du territoire à compter du 16 juin 1988.

**Art. 2.**— Les professeurs de l'Ecole normale, les professeurs de collèges et les personnels de l'enseignement du 1er cycle du second degré remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1987-1988, sont autorisés à s'absenter du territoire à compter du 19 juin 1988.

**Art. 3.**— Sauf nécessités de service, le départ du territoire pour les personnels visés aux articles précédents s'effectuera entre le 16 juin 1988 et le 29 juin 1988 date du début des vacances scolaires, en fonction des disponibilités des compagnies aériennes.

**Art. 4.**— Le retour dans le territoire s'effectuera entre le 14 août et le 23 août 1988, date impérative en fonction des disponibilités des compagnies aériennes.

**Art. 5.**— Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux personnels arrivant en fin définitive de séjour et pour lesquels le départ en congé administratif ne pourra avoir lieu avant le 29 juin 1988.

**Art. 6.**— Le ministre de l'éducation et de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'éducation  
et de la formation professionnelle,*  
Nicolas SANQUER.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,  
DE LA CONSOMMATION,  
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

**ARRETE n° 156 CM du 16 février 1988 fixant les taux maximaux de révision des loyers au titre de l'année 1988.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation ;

Vu l'arrêté n° 2289 AE du 10 octobre 1962 fixant les modalités d'application de la délibération susvisée ;

Vu la délibération n° 71-111 du 12 juillet 1971 portant réglementation des locaux à usage professionnel ;

Vu la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 266 CM du 10 mars 1987 fixant les taux maximaux de révision de loyers au titre de l'année 1987 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 10 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les révisions de loyers ne peuvent intervenir qu'à la fin du trimestre calendaire qui suit la date anniversaire du bail :

— chaque année, en ce qui concerne les locaux à usage d'habitation ou professionnel, sauf délai de révision contractuel supérieur ;

— tous les trois ans en ce qui concerne les locaux à usage commercial, artisanal ou industriel.

En l'absence de dispositions contractuelles plus favorables au preneur, le taux de révision des loyers qui interviendront en 1988 ne pourra dépasser :

— 2 % en ce qui concerne les baux à usage d'habitation ;

— 2 % en ce qui concerne les baux à usage professionnel ;

— 10 % en ce qui concerne les baux à usage commercial, artisanal et industriel.

Pour les terrains nus visés à l'alinéa "b" de l'article 1er de la délibération n° 75-41 du 14 février 1975, le taux de révision prévu à l'article 14 de ladite délibération ne peut être supérieur à 50 % du taux des baux à usage commercial, artisanal et industriel.

Art. 2.— Il ne peut y avoir de rattrapage des révisions non effectuées les années précédentes, sauf si contractuellement les parties ont convenu d'une révision supérieure à un an, ni de perception à titre rétroactif.

Art. 3.— Toutes dispositions contraires et notamment les articles 2 à 11 inclus et 21, 22 et 23 premièrement de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 demeurent suspendues.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées des peines prévues aux articles 4, 5, 6 et 7 de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 5.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

**ARRETE n° 157 CM du 16 février 1988 relatif à l'importation de café vert ou torréfié et aux prix de ces cafés.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 CM du 14 avril 1986 relatif à l'importation de café ;

Vu l'arrêté n° 566 CM du 6 juin 1985 relatif aux marges commerciales applicables aux cafés transformés localement ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 51 AE du 12 janvier 1984 fixant le régime général des prix et des marges des produits alimentaires aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu le code des douanes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Les importations de toutes origines et de toutes provenances des cafés relevant des numéros de nomenclature douanière suivants :

— 09.01.01	:	café vert
— 09.01.02 et 09.01.03	:	café torréfié en grains
— 09.01.05	:	café torréfié moulu

sont libres.

Art. 2.— Les prix des cafés précités et des cafés torréfiés localement sont libres.

Art. 3.— Les arrêtés n° 449 CM du 14 avril 1986 et n° 566 CM du 6 juin 1985 sont abrogés.

Art. 4.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et qui sera applicable à compter du 1er juin 1988.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

**ARRETE n° 158 CM du 16 février 1988 relatif à la réouverture des importations de pommes de terre.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 798 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la décision n° 86-283 CEE du 30 juin 1986 du conseil des Communautés européennes relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la C.E.E. ;

Vu l'arrêté n° 1007 CM du 30 septembre 1987 fixant le cadre du "programme annuel d'importation" pour 1987 ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 847 CM du 30 juillet 1987 relatif à la fermeture des importations de pommes de terre ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 10 février 1988,

Arrête :

**Article 1er.**— L'arrêté n° 847 CM précité est annulé.

**Art. 2.**— Les importations de pommes de terre relevant du numéro de nomenclature douanière 07.01.06 sont contingentées et soumises à l'obtention préalable d'une licence d'importation. Le service des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan est chargé de la répartition des quotas d'importation entre les importateurs.

**Art. 3.**— Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er mars 1988.

**Art. 4.**— Toute infraction à la présente réglementation fera l'objet de poursuites, conformément aux dispositions prévues par le code des douanes de la Polynésie française.

**Art. 5.**— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie et le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce*

*et de l'industrie,*  
Patrick REVAULT.

*Le ministre du plan  
et de l'aménagement du territoire,  
des affaires financières  
et des réformes administratives,*  
Enrique BRAUN-ORTEGA.

Par arrêté n° 131 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à la S.A.R.L. Poly-Industrie sise pont de Motu Uta, représentée par M. J. P. Delorme, l'aide financière suivante :

- une subvention de deux millions deux cents francs CFP (2.200.000 F. CFP).
- une avance sans intérêt de huit cent mille francs CFP (800.000 F. CFP) remboursable en douze mois après un différé de six mois.

La dépense correspondante est imputable aux opérations 1/87 et 2/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M.

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 132 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise individuelle (menuiserie Mu) de M. Mu Pitese, dont le siège social est à St-Hilaire, l'aide financière suivante :

- une subvention de quatre cent mille francs CFP (400.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 133 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise de menuiserie de M. Ma Claudino, dont le siège social est à Mahina, l'aide financière suivante :

- une subvention d'un million deux cent mille francs CFP (1.200.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 134 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise de menuiserie et d'ébénisterie de M. Belzer Bernard, dont le siège social est sis à la zone industrielle de Vaïare (Moorea), l'aide financière suivante :

- une subvention d'un million deux cent mille francs CFP (1.200.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 135 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise individuelle la Moquette magique, de Mme Mou Tham Gisèle, dont le siège social est à Puurai 144 — Faaa, l'aide financière suivante :

- une subvention de *cinq cent mille francs CFP* (500.000 FCF).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées à la bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et la bénéficiaire.

Par arrêté n° 136 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à la S.A.R.L. Jardin des îles, dont le siège social est à Paofai, rue des Poilus-Tahitiens, et représentée par Mlle Buillard Marie-Rose, l'aide financière suivante :

- une subvention de *trois cent trente mille francs CFP* (330.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées à la bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et la bénéficiaire.

Par arrêté n° 137 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à la S.A.R.L. Cook's Bay Motors, dont le siège social est à Paopao — Moorea, et représentée par M. Tehuritaua F., l'aide financière suivante :

- une subvention de *deux millions cent mille francs CFP* (2.100.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 138 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à M. Tarano Gustave, artisan plombier dont le siège social est à Papara, P.K. 30,500, l'aide financière suivante :

- une subvention de *cinq cent quarante mille francs CFP* (540.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 139 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise Tiare Apetahi de Mme Terei Angéline, sise à Uturoa (Raiatea), l'aide financière suivante :

- une subvention de *huit cent mille francs CFP* (800.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 140 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à Tahiti voiles, société à responsabilité limitée, dont le siège social est à Papeete et représentée par M. Rouys Thierry, l'aide financière suivante :

- une subvention de *six cent mille francs CFP* (600.000 F. CFP) ;
- une avance sans intérêt de *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2.500.000 F. CFP) remboursable en douze mois après un différé de six mois.

La dépense correspondante est imputable aux opérations 1/87 et 2/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 141 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise individuelle Taputapuata, sise à Uturoa (Raiatea), de M. Champon Bernard, l'aide financière suivante :

- une subvention de *deux millions sept cent mille francs CFP* (2.700.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 142 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise Clair et Net de M. Roussel Patrick, demeurant à Paepae, l'aide financière suivante :

- une subvention de *deux cent soixante mille francs CFP* (260.000 F. CFP).

La dépense correspondante est imputable à l'opération 1/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 143 CM du 12 février 1988. — Il est accordé à l'entreprise individuelle Hei Pua de Mme Degage Aurore, ayant siège social sis au centre Moana Nui (Punaauia), l'aide financière suivante :

- une subvention de *six cent mille francs CFP* (600.000 F. CFP) ;
- une avance sans intérêts d'un *million six cent mille francs CFP* (1.600.000 F. CFP), remboursable en douze mois après un différé de six mois.

La dépense correspondante est imputable aux opérations 1/87 et 2/87 du programme d'actions 1987 de la section spécialisée du F.I.S. dénommée le F.S.I.D.E.M..

Les sommes seront versées à la bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le F.S.I.D.E.M. et par la convention passée entre le territoire et la bénéficiaire.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

**ARRETE n° 120 CM du 12 février 1988 ordonnant l'établissement du plan d'aménagement de détail du quartier Manuhoe à Papeete.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur rapport du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu la loi n° 84-820 du 21 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire et en particulier le chapitre I du titre Ier de son livre I ;

Vu l'arrêté n° 668 CM du 1er juin 1987 établissant la liste des entités territoriales devant être pourvues d'un plan d'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 3231 SG du 19 septembre 1973 modifié transformant le service de l'urbanisme et de l'habitat en service de l'aménagement du territoire ;

Vu la lettre n° 998 du 16 août 1984 du maire de la commune de Papeete demandant l'établissement du plan d'aménagement de détail du quartier Manuhoe ;

Vu la délibération n° 84-72 du 13 septembre 1984 du conseil municipal de la commune de Papeete autorisant l'étude du plan d'aménagement de détail du quartier Manuhoe ;

Vu la lettre n° 1142 du 11 juillet 1985 et la lettre n° 2392 du 12 octobre 1987 du maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre n° 4077 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

**Article 1er.**— Est ordonné l'établissement du « plan d'aménagement de détail » du quartier Manuhoe dans la commune de Papeete, délimité par :

- l'avenue du Prince-Hinohi, au nord,
- l'avenue du Régent-Paraita, à l'est,
- l'avenue Georges-Clemenceau, au sud,
- la rue des Remparts, à l'ouest.

**Art. 2.**— Le service de l'aménagement du territoire est chargé de l'étude et de l'établissement des documents, en collaboration avec la commune de Papeete qui supporte les frais matériels des enquêtes et études.

**Art. 3.**— Une enquête monographique préalable est ouverte à compter de la publication du présent arrêté.

Toute personne physique ou morale, ou tout organisme intéressé, est invité, dans un délai de 30 jours, à faire connaître, par écrit, à la mairie de Papeete, toute documentation ou suggestion.

Les services administratifs sont tenus de mettre à la disposition de la mairie et du service de l'aménagement du territoire, les documents utiles et de fournir l'exposé écrit de leurs besoins actuels et futurs.

**Art. 4.**— Il est créé une commission locale d'aménagement (C.L.A.) du quartier, commune de Papeete, qui fonctionnera jusqu'à l'approbation des documents à établir.

Elle a pour mission de :

- faire connaître les besoins de la population ;
- examiner et proposer des options fondamentales d'aménagement ;
- suivre les étapes d'établissement des documents ;
- permettre une concertation permanente entre les représentants de la population et les techniciens chargés de la mise en forme des documents.

**Art. 5.**— La commission locale d'aménagement est présidée par le maire de Papeete ou son premier adjoint.

Sa composition est ainsi fixée :

- Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;
- Cinq conseillers municipaux ;
- Le chef du groupement des services techniques municipaux ou son représentant ;
- Le chef du service de l'hydraulique et de l'assainissement de la commune ou son représentant ;
- Le chef du service de l'aménagement du territoire ou son représentant, secrétaire de la commission ;
- Le chef du service des transports ou son représentant ;
- Le chef du service de l'équipement ou son représentant ;
- Le chef du service de l'énergie et des mines ou son représentant ;
- Le chef de la délégation à l'environnement ou son représentant ;
- Le directeur de la santé publique ou son représentant ;
- Le directeur de l'Office des postes et télécommunications ou son représentant ;
- Le directeur de la société Electricité de Tahiti ou son représentant ;
- Le chef du service de l'éducation ;
- Le chef du service des domaines ;
- Le chef du service de l'hygiène et de la salubrité publique ou son représentant ;
- Le chef du service de la jeunesse ou son représentant ;
- Le chef du service des affaires sociales ou son représentant.

La commission peut, en outre, faire appel à tout service territorial ou organisme ou personnalité qui seront jugés utiles pour la bonne marche des travaux.

La commission décidera de son règlement intérieur et de l'organisation éventuelle de groupes de travail.

**Art. 6.**— Les modalités d'établissement et d'approbation du plan d'aménagement de détail du quartier Manuhoe sont celles définies par le livre I — chapitre I de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée.

**Art. 7.**— Les mesures de sauvegarde prévues au chapitre 2 du livre I de la délibération n° 61-44 précitée sont applicables à compter de la publication du présent arrêté.

En particulier, il pourra être sursis à statuer sur les demandes d'autorisation de lotir, de construire, ou en général, de tous travaux immobiliers.

La publication du présent arrêté dans les journaux quotidiens locaux, sa radiodiffusion, son affichage devant les bâtiments publics et édifices de culte, correspondent à la publicité d'entrée en vigueur des mesures de sauvegarde prévue à l'article 11 du code de l'aménagement du territoire.



Art. 8.— Le ministre des affaires foncières et administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

Raymond VAN BASTOLAER.

**ARRETE n° 122 CM du 12 février 1988 portant déclassement du domaine public d'un emplacement maritime à Avera et son transfert au profit de la commune de Taputapuata.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière d'occupation du domaine public, modifiée par la délibération n° 85-1107 AT du 31 octobre 1985 ;

Vu la demande du maire de la commune de Taputapuata ;

Vu l'avis favorable des autorités administratives et élues consultées et de la commission consultative des demandes d'occupation du domaine public aux îles Sous-le-Vent réunie le 8 octobre 1987 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

Arrête :

Article 1er.— Est déclassé du domaine public, pour incorporation au domaine privé du territoire, un emplacement maritime d'une superficie de 2.047 m<sup>2</sup>, sis en bordure de la route de ceinture et face à la terre Avera Iti à Avera — commune de Taputapuata.

Et tel qu'il figure sur le plan joint au dossier.

Art. 2.— Est transféré, à charge de remblais dans un délai de trois ans, à la commune de Taputapuata, l'emplacement sus-désigné destiné, dans le cadre du réaménagement de la mairie d'Avera, à l'extension des constructions et du parking.

Art. 3.— La commune de Taputapuata sera tenue de maintenir la libre circulation le long des ouvrages de protection sur une largeur de 3 mètres en bordure du front de mer. Toute clôture éventuelle devra impérativement respecter cette servitude de passage public.

Art. 4.— La commune de Taputapuata sera tenue d'exécuter, à ses frais et sous sa seule responsabilité, les travaux nécessaires pour soustraire l'emplacement concédé à l'action de la mer.

Elle devra soumettre à l'accord des services de l'équipement et de l'aménagement du territoire les dispositions techniques des ouvrages de délimitation et de protection.

L'emplacement maritime sera remblayé conformément aux prescriptions de ces services et nivelé de façon à permettre une évacuation naturelle des eaux superficielles.

Art. 5.— A l'issue des travaux, le service de l'équipement, à la demande de la commune, s'assurera que lesdits travaux ont été exécutés conformément aux conditions imposées et délivrera un certificat de conformité.

Aussi longtemps que ce certificat n'aura pas été établi et publié au bureau des hypothèques, la commune de Taputapuata ne pourra grever d'aucun droit réel l'emplacement maritime concédé.

Art. 6.— A défaut d'exécution des travaux dans le délai fixé, la déchéance pourra être prononcée par le conseil des ministres.

Art. 7.— La commune de Taputapuata est seule tenue à toutes les garanties que l'emplacement maritime et les travaux prévus peuvent entraîner à l'égard des tiers.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

Art. 8.— Le ministre des affaires foncières et administratives et le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

Raymond VAN BASTOLAER.

*Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie  
et des postes et télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 155 CM du 15 février 1988 portant déclassement du domaine public d'un emplacement maritime à Maupiti et son transfert au profit de la commune de Maupiti (régularisation).**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière d'occupation du domaine public, modifiée par la délibération n° 85-1107 AT du 31 octobre 1985 ;

Vu la demande du maire de la commune de Maupiti ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des demandes d'occupation du domaine public aux îles Sous-le-Vent réunie le 8 octobre 1987 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1988,

#### Arrête :

Article 1er. — Est déclassé du domaine public, pour incorporation au domaine privé du territoire, un emplacement maritime remblayé d'une superficie de 486 m<sup>2</sup>, sis en bordure de la route de ceinture, au droit des terres Faurai et Hiaa à Maupiti - commune de Maupiti.

Et tel qu'il figure sur le plan joint au dossier.

Art. 2. — Est transféré à la commune de Maupiti l'emplacement sus-désigné destiné à l'aménagement d'une place publique.

Art. 3. — Le service de l'équipement, à la demande de la commune, s'assurera que les travaux de remblais et d'aménagement ont été convenablement exécutés et délivrera un certificat de conformité.

Aussi longtemps que ce certificat n'aura pas été établi et publié au bureau des hypothèques, la commune de Bora Bora ne pourra grever d'aucun droit réel l'emplacement concédé.

Art. 4. — La commune de Maupiti est seule tenue à toutes les garanties que l'emplacement remblayé et les travaux prévus peuvent entraîner à l'égard des tiers.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

Art. 5. — Le ministre des affaires foncières et administratives et le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 février 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

Raymond VAN BASTOLAER.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes  
et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

- au nord par la propriété de la C.C.C.E. sur 56,43 m ;
- au sud par la propriété Salmon sur 49,34 m et par la propriété Wing Chong sur 8,73 m ;
- à l'ouest par la rue du Docteur-Cassiau sur 22,36 m ;
- et à l'est par la propriété Lagarde sur 17,65 m et par la propriété Wing Chong sur 4,10 m.

Par arrêté n° 190 PR du 15 février 1988. — Est annulée la tombola autorisée par l'arrêté n° 541 PR du 21 septembre 1987 au profit de l'A.S. "Automobile de Tahiti".

M. Norbert de Marigny, président de l'A.S. Automobile de Tahiti, devra se conformer strictement aux dispositions de la délibération n° 75-96 du 3 juillet 1975 rendue exécutoire par arrêté n° 3692 AA du 8 août 1975 et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 31 août 1975 (pages 587 et 588) et prendre contact immédiatement avec les services du Trésor dès réception du présent arrêté.

Par arrêté n° 197 PR du 16 février 1988. — Monsieur Paul Hargous, président de l'A.P.E.L. de l'école Sainte-Thérèse dont le siège social est sis à Papeete - B.P. 392 - est autorisé à organiser une tombola au capital de 3.000.000 de francs composé de 30.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 10 avril 1988.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par la délibération n° 83-87 du 19 mai 1983 modifiée par la délibération n° 86-43 AT du 20 août 1986.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné au financement de la construction d'une salle de motricité et de sieste, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Les lots seront les suivants :

	lot	description	valeur
1er	lot : 2 passages	Papeete/Paris/Papeete	345.600
2e	lot : 1 scooter	Honda Nifty	169.750
3e	lot : 2 passages	Papeete/Honolulu/Papeete	136.000
4e	lot : 1 radio	K7 Aiwa	73.500
5e	lot : 1 week-end pour 2 personnes	pension complète à Tetiaroa	70.000
6e	lot : 1 perle	montée	50.000
7e	lot : 1 tableau		50.000
8e	lot : 1 planche de	boogie-surf (2m)	48.000
9e	lot : 1 réfrigérateur	Westpoint	40.000
10e	lot : vélodrome		14.000

Par arrêté n° 148 CM du 15 février 1988. — Est autorisée l'affectation à l'assemblée territoriale, aux fins de construction de bureaux annexes, d'un terrain sis à Papeete, rue du Docteur-Cassiau, dépendant des terres Papeete-Tereva d'une superficie de 1.235 m<sup>2</sup> limitée :

Par arrêté n° 198 PR du 16 février 1988. — Monsieur Georges Tanepau, président de l'A.S. Vaa Toroura dont le siège social est sis à Taahuaia - Tubuai - est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 10.000.000 de francs composé de 100.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 26 mars 1988 à Tubuai.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par délibération n° 83-87 du 19 mai 1983 modifiée par la délibération n° 86-43 AT du 20 août 1986.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Les lots seront les suivants :

#### Primes aux vendeurs

1er lot	2.000.000	1er lot	200.000
2e lot	500.000	2e lot	50.000
3e lot	500.000	3e lot	50.000
4e lot	300.000	4e lot	30.000
5e lot	200.000	5e lot	20.000
6e au 10e lot	100.000 chacun	6e au 10e lot	10.000 chacun

Par arrêté n° 199 PR du 16 février 1988. — M. Gilles Redon, président de la Ligue polynésienne de tennis de table dont le siège social est sis à Papeete - B.P. 1.666 - est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 de francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 17 avril 1988.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par délibération n° 83-87 du 19 mai 1983 modifiée par la délibération n° 86-43 AT du 20 août 1986.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à la poursuite du programme de développement de la ligue, notamment par la rémunération d'un conseiller technique à plein temps et le financement de rencontres sportives, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Les lots seront les suivants :

#### Primes aux vendeurs

1er lot	10.000.000	1er lot	2.000.000
2e lot	2.000.000	2e lot	200.000
3e lot	1.000.000	3e lot	100.000
4e lot	1.000.000	4e lot	100.000
5e lot	500.000	5e lot	50.000
6e lot	500.000	6e lot	50.000
7e lot	500.000	7e lot	50.000
8e lot	500.000	8e lot	50.000

Par arrêté n° 200 PR du 16 février 1988. — Est annulée la tombola autorisée par l'arrêté n° 4 PR du 6 janvier 1987 au profit de l'A.S. "Défense contre l'alcoolisme".

M. Georges Hart, président de l'A.S. "Défense contre l'alcoolisme" devra se conformer strictement aux dispositions de la délibération n° 75-96 du 3 juillet 1975 rendue exécutoire par arrêté n° 3692 AA du 8 août 1975 et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 31 août 1975 (pages 587 et 588) et prendre contact immédiatement avec les services du Trésor dès réception du présent arrêté.

### ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

ARRETE n° 88-4 Prés./AT du 11 février 1988 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.

Le Président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1129 PR en date du 20 janvier 1988 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 1331 PR du 4 février 1988 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 88-2 Prés./AT du 5 février 1988 portant modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er. — La session extraordinaire de l'assemblée territoriale, ouverte par arrêté n° 88-1 Prés./AT du 21 janvier 1988, est déclarée close le jeudi 11 février 1988 à 21 heures 35.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 1988.

Jean JUVENTIN.

### AVIS OFFICIELS

#### SERVICE DE LA CURATELLE

#### CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

#### AVIS N° 111 ENR.

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, il est donné avis de l'ouverture de la succession vacante de :

— M. Temauritapuhia Emile Taiahu, maçon, né à Papeete le 7 avril 1911, y est décédé le 8 décembre 1971.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de Papeete, soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres.

Fait à Papeete, le 16 février 1988.

*Le curateur aux successions et biens vacants,*

Yvonnice ALLAIN.

### SERVICE DES DOUANES

### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 25 février au 9 mars 1988 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique. . . . .	1 franc belge	2,93
Suisse. . . . .	1 franc suisse	75
Italie. . . . .	100 liras	8,34
E.U.A. . . . .	1 dollar U.S.A.	104,67
Australie. . . . .	1 dollar	75,56
Nouvelle-Zélande. . . . .	1 dollar	70,10
Canada. . . . .	1 dollar canadien	82,31
Hong Kong. . . . .	1 dollar	13,46
Singapour. . . . .	1 dollar	52,11
Fidji. . . . .	1 dollar	71,76
Allemagne Occidentale. . . . .	1 deutsch mark	61,46
Pays-Bas. . . . .	1 florin	54,74
Suède. . . . .	1 couronne suédoise	17,30
Norvège. . . . .	1 couronne norvég.	16,31
Danemark. . . . .	1 couronne danoise	16,09
Autriche. . . . .	1 schilling	8,75
Espagne. . . . .	1 peseta	0,91
Portugal. . . . .	1 escudo	0,75
Japon. . . . .	100 yens	80,74
Grande-Bretagne. . . . .	1 livre sterling	183,66

### SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT (mois de janvier 1988)

*Travaux autorisés le 25 janvier 1988*

PC n° 61 AU.ISLV, Mme Rose Mauahiti, Tumaraa-Tehurui, maison d'habitation ;

PC n° 62 AU.ISLV, M. et Mme Arthur Tetuanui, Bora Bora-Nunue, maison d'habitation ;

PC n° 63 AU.ISLV, M. Haamoura Aiho, Tahaa-Haamene, maison d'habitation ;

PC n° 64 AU.ISLV, Mme Iris Maono, Huahine-Faie, maison d'habitation ;

PC n° 66 AU.ISLV, M. Eddie Faniu, Huahine-Faie, maison d'habitation ;

PC n° 67 AU.ISLV, M. et Mme Teheura Faatau, Huahine-Faie, maison d'habitation ;

PC n° 1 MU UTUROA, M. Kioung Lyou Tsiou, Uturoa, maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 27 janvier 1988*

PC n° 95 AU.ISLV, M. Denis Huo Yung, Uturoa, magasin provisoire ;

PC n° 96 AU.ISLV, M. John Doom, mandataire E.E.P.F., Bora Bora-Faanui, temple ;

PC n° 97 AU.ISLV, M. Joseph Tchong Kung Tai, Uturoa, aménagement entrepôt (création magasin provisoire) ;

PC n° 98 AU.ISLV, M. le directeur de la S.E.T.I.L., Huahine-Faie, aéroport ;

PC n° 99 AU.ISLV, M. Marc Siu, mandataire Sté Mobil S.A., Maupiti, station carburant ;

PC n° 100 AU.ISLV, M. Jacques Ihorai, mandataire E.E.P.F., Tumaraa-Fetuna, maison de réunion ;

PC n° 102 AU.ISLV, M. C. Regaud, mandataire de M. G. Léonard P.D.G. de la S.A. hôtelière RC Huahine, Huahine-Maeva, avenant n° 3 au permis de construire n° 290 AU du 11 mars 1985 (hôtel Heiva).

PC n° 103 AU.ISLV, M. Kiou Mou Fa, Taputapuataea-Avera, trois bâtiments à usage de magasin, habitation et garage ;

PC n° 104 AU.ISLV, M. M. Doucet, mandataire de la commune de Tumaraa, Tumaraa-Tevaitoa, salle omnisports ;

PC n° 105 AU.ISLV, mairie de Taputapuataea, Taputapuataea-Avera, salle de classe (école primaire de Faaroa) ;

PC n° 106 AU.ISLV, mairie d'Uturoa, Uturoa, local technique (station pompe) ;

PC n° 107 AU.ISLV, M. Joseph Chaussoy, Uturoa-Tepua, atelier de peinture sur tissus ;

PC n° 108 AU.ISLV, M. et Mme Joseph Juen, Bora Bora-Nunue, habitation et commerces.

*Travaux autorisés le 28 janvier 1988*

PC n° 125 AU.ISLV, M. Philippe Robin, mandataire S.A. Marina Ite, Tahaa-Poutoru, bungalow double ;

Lettre n° 127 AU.ISLV, E.E.P.F., Tumaraa-Fetuna, salle UCJG, reconduction PC n° 859 AU.ISLV du 2 juin 1986.

**ASSEMBLEE TERRITORIALE  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Papeete, le 11 février 1988

**REPRESENTATION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE  
AU SEIN DES ORGANISMES OU COMMISSIONS EXTERIEURES A L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
AFFAIRES ADMINISTRATIVES			
Commission de censure de cinémas	Arr n° 793/AA du 03/04/1963	2	LEHARTEL Pierre LE GAYIC Tuianu
Conseil d'administration de l'office des anciens combattants	Arr n° 1246/AC du 18/11/1949 art 42	1	LEHARTEL Pierre
Commission de surveillance des établissements pénitentiaires en Polynésie Française	Dél n° 76-184 du 30/12/1976	2 tit	SANQUER Guy
	Dél n° 77-30 du 10/02/1977		LEHARTEL Pierre
	Dél n° 79-86 du 09/08/1979	2 sup	FLORES Frédéric
	Dél n° 85-1048/AT du 04/06/1985		HART Marcel
Commission des allocations militaires	Arr n° 1257/AGT du 26/12/1939	1	LEHARTEL Pierre
Conseil d'administration du fonds commun de la recherche scientifique et technique d'outre-mer	Décret n° 55-892 du 30/06/1955 art 5, Arr n° 1045/AA du 08/08/1955	1	CHAMPS Jean-Pierre
Conseil de la recherche	Arr n° 773/AE abrogeant la décision n° 1442/BIS/AA du 19/06/1968	1	CHAMPS Jean-Pierre
Commission de recensement général des votes	Lettre n° 1022/AA du 17/05/1984 Décret n° 79.160 du 28/02/1979 arts 14 et 5.107 du code électoral	1	MARERE Henri
Commission paritaire de concertation Etat-Territoire	Loi n° 84-820 du 06/09/1984	3	JUVENTIN Jean MARERE Henri FRITCH Edouard
AFFAIRES CULTURELLES			
Centre des métiers d'art	Dél n° 80-16 du 07/02/1980	1	RAAPOTO Jean-Marius
Centre polynésien des sciences humaines "FE ANAVAHARAU"	Dél n° 80-112 du 08/09/1980	4	LEHARTEL Pierre LE GAYIC Tuianu RURUA Maurice HUNTER Pierre

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Conseil d'administration du musée Gauguin	Convention n° 83-424 du 01/08/1983	1	EBB Tinomana
Conseil d'administration de la commission audiovisuelle	Décision n° 831/CG du 02/05/1984	4 tit	TROUILLET Jean-Baptiste LEHARTEL Pierre CHAMPS Jean-Pierre FRITCH Edouard
		4 sup	TERIIRERE Taratua LE GAYIC Tuianu SALMON Tutaha
Conseil d'administration de l'office territorial de l'action culturelle (OTAC)	Dél n° 80-126 du 23/09/1980	2	RURUA Maurice EBB Tinomana
Conseil d'établissement du conservatoire artistique territorial	Dél n° 86-72/AT du 09/10/1986 Arr n° 1609/CM du 29/12/1986 art 9	2	LEHARTEL Pierre RURUA Maurice
Comité de gestion du fonds spécial pour le développement de l'artisanat traditionnel (FSDAT) 1 représentant par subdivision	Lettre n° 75/85/MAF/HHK du 30/01/1985	1 tit	FLOSSE Gaston
. Iles du Vent		1 sup	LE GAYIC Tuianu
. Iles Sous-le-Vent		1 tit	ATGER Peni
. Iles Tuamotu-Gambier		1 sup	TERIIRERE Taratua
. Iles Marquises		1 tit	MARAEURA Teina
. Iles Australes		1 sup	LEHARTEL Pierre
		1 tit	KOHUMOETINI René
		1 sup	PAHUATINI Edwin
		1 tit	FLORES Frédéric
		1 sup	TEINAURI Ernest
<b>AFFAIRES ECONOMIQUES</b>			
Commission de surveillance des prix	Arr n° 639/AE du 19/05/1951	1	CHAMPS Jean-Pierre
Commission de la plongée à nu	Dél n° 59-2 du 16/01/1959	4	LEHARTEL Pierre MARERE Henri TERIIRERE Taratua PAEAMARA Lucas
Commission d'étude de la réglementation des loyers	Arr n° 1309/AE du 06/07/1960	1	CHAMPS Jean-Pierre
Comité de coordination économique métropole/outre-mer	Arr n° 763/APA du 14/06/1957	1	FRITCH Edouard
Comité de surveillance des sociétés mutuelles de développe- ment rural	Lettre n° 1141/AA du 1/07/1966	1	TETUANUI Monil

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah représentants de l'Assemblée Territoriale	Dél n° 67-99 du 11/08/1967 Lettre n° 47/CM du 03/06/1985	3	MARAEÛRA Teina ROIHAU André LEHARTEL Pierre
Comité de gestion du fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers (FSIDEM)	Dél n° 85-1039/AT du 30/05/1985	3 tit 3 sup	CHUNG Arthur CHAMPS Jean-Pierre ATGER Peni LE GAYIC Tuianu LEHARTEL Pierre FRITCH Edouard
Conseil d'administration de la société de navigation des Australes "TUHAAPAE"	Dél n° 75-18 du 15/01/1975	2	FLORES Frédéric TEINAURI Ernest
Conseil d'administration de l'huilerie de Tahiti	Protocole d'accord n° 73-30 du 25/01/1973	2	LEHARTEL Pierre FLOSSE Gaston
Conseil de la recherche scientifique et technologique	Lettre 1077/SGA du 09/11/1982	1	CHAMPS Jean-Pierre
<b>AFFAIRES MARITIMES</b>			
Conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritimes	Dél n° 80-20 du 14/02/1980 Décision n° 1224/AM du 28/03/1980	2	MARERE Henri LEHARTEL Pierre
Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire 1 représentant par subdivision Iles du Vent Iles Sous-le-Vent Iles Tuamotu-Gambier Iles Marquises Iles Australes	Arr n° 722/CM du 26/07/1985 Arr n° 45/TP du 07/08/1985	1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup	HUNTER Pierre SALMON Tutaha HART Marcel SANQUER Guy MARERE Henri ROIHAU André KOHUMOETINI René LEHARTEL Pierre TEINAURI Ernest FLORES Frédéric
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>			
Commission chargée d'étudier les modalités de financement d'actions à mener en faveur des handicapés	Lettre n° 1052/BPC du 27/10/1980 Dél n° 80-50 du 25/03/1980	1	LE GAYIC Tuianu

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Conseil d'administration de la Caisse de Prévoyance Sociale	Arr n° 3246/TLS du 16/11/1970 Lettre n° 1024/TLS du du 03/06/1983 Arr n° 1104/CM du 14/11/1985 Arr n° 589/CM du 22/05/1986 (élus pour deux ans)	2 tit 2 sup	LEHARTEL Pierre HUNTER Pierre LE GAYIC Tuianu HART Marcel
Comité consultatif des prestations sociales des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans	Dél n° 79-20 du 01/02/1979	2	LEHARTEL Pierre HUNTER Pierre
Conseil d'administration de l'office territorial de l'action sociale et de la solidarité	Lettre n° 219/SG du 18/11/1982	3	EBB Tinomana PORLIER Emmanuel LEHARTEL Pierre
Comité territorial des calamités publiques 1 représentant par subdivision sauf Tuamotu (2) . Iles du Vent . Iles Sous-le-Vent . Iles Tuamotu-Gambier  . Iles Marquises . Iles Australes	Arr n° 120/SG du 08/02/1982	1 1 2 1 1	TROUILLET Jean-Baptiste TERIIRERE, Taratua PAEAMARA Lucas ROIHAU André KOHUMOETINI TEINAURI Ernest
Fonds d'entraide aux îles (FEI)	Dél n° 84-55 du 26/04/1984	4 tit 4 sup	ROIHAU André KOHUMOETINI René TEINAURI Ernest SANQUER Guy ATGER Peni LEHARTEL Pierre RAUZY Guy PAHUATINI Edwin
Comité de l'action sociale	Arr n° 301/CM du 18/11/1984	2 tit 2 sup	LE GAYIC Tuianu EBB Tinomana LEHARTEL Pierre PORLIER Emmanuel
<b>AIDE TECHNIQUE</b>			
Comité de gestion des chantiers de développement	Dél n° 80-61 du 25/03/1980 Convention n° 25-380 du	1	SALMON Tutaha
Comité de l'habitat insalubre	Dél n° 80-60 du 25/03/1980	1	HUNTER Pierre
<b>ARMEE</b>			
Commission de dispense des obligations du service national actif au soutien de famille	Lettre n° 1285/CAB/MIL du 06/11/1972	1	LEHARTEL Pierre
Commission territoriale chargée d'apprécier le bien-fondé des demandes de report d'incorporation	Lettre n° 1176/CAB/MIL du 03/08/1974	1	LEHARTEL Pierre



DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
<b>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE</b>			
Commission chargée d'établir les listes des électeurs à la Chambre de commerce et d'industrie	Art 9 nouveau du décret n°53-33 du 28/01/1953 modifié, Arr n° 226/Pr du 27/12/1984	2	FRITCH Edouard CHAMPS Jean-Pierre
<b>CONTRIBUTIONS</b>			
Evaluations de la propriété rurale insuffisamment mise en valeur	Rapport n° 181-58 du 10/12/1958 Lettre n° 230/CD du 14/11/1958 Dél du 30/11/1953 art 3		
1 représentant par subdivision			
. Iles du Vent		1	TROUILLET Jean-Baptiste
. Iles Sous-le-Vent		1	HART MARCEL
. Iles Tuamotu-Gambier		1	ROIHAU André
. Iles Marquises		1	KOHUMOETINI René
. Iles Australes		1	TEINAURI Ernest
Commission centrale des impôts directs	Dél AR du 16/11/1950 approuvée par décret du 20/03/1951 Arr n° 632/APA du 17/05/1951	2	CHAMPS Jean-Pierre CHUNG Arthur
Commission d'agrément du code des investissements	Dél n° 83-95 du 02/06/1983 Dél n° 83-96 du 02/06/1983	5 tit	FLOSSE Gaston CHUNG Arthur HART Marcel MARERE Henri RAAPOTO Jean-Marius
		5 sup	CHAMPS Jean-Pierre TUPU Jean TEINAURI Ernest LEHARTEL Pierre VAN BASTOLAER Jacky
<b>DOMAINES - ENREGISTREMENT</b>			
Commission des évaluations immobilières	Dél n° 78-145 du 24/08/1978 Lettre n° 1020/Pr du 02/12/1985 ou AT 846		
2 représentants par subdivision			
. Iles du Vent		2	SALMON Tutaha HUNTER Pierre
. Iles Sous-le-Vent		2	SANQUER Guy HART Marcel
. Iles Tuamotu-Gambier		2	PAEAMARA Lucas ROIHAU André
. Iles Marquises		2	KOHUMOETINI René RAUZY Guy
. Iles Australes		2	TEINAURI Ernest FLORES Frédéric

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Commission d'estimation des loyers et des aliénations d'immeubles du Territoire 2 représentants par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous-le-Vent . Iles Tuamotu-Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 78-145 du 24/08/1978 Lettre n° 1020/Pr du 02/12/1985 ou AT 846	2 2 2 2 2 2	LE GAYIC Tuianu CHAMPS Jean-Pierre HART Marcel TERIRERE Taratua ROIHAU André PAEAMARA Lucas PAHUATINI Edwin RAUZY Guy TEINAURI Ernest FLORES Frédéric
Commission consultative des demandes d'occupation du domaine public territorial 2 représentants par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous-le-Vent . Iles Tuamotu-Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 78-128 du 24/08/1978 Dél n° 85-1107/AT du 31/10/1985	2 2 2 2 2	LE GAYIC Tuianu VAN BASTOLAER Jacky SANQUER Guy HART Marcel MARAEURA Teina LEHARTEL Pierre KOHUMOETINI René PAHUATINI Edwin TEINAURI Ernest FLORES Frédéric
Conseil d'administration de l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono	Lettre n° 1020/PR du 02/12/1985	4	CHAMPS Jean-Pierre VAN BASTOLAER Jacky TROUILLET Jean-Baptiste LEHARTEL Pierre
<b>ECONOMIE RURALE</b>			
Comité de gestion du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie	Dél n° 75-24 du 25/11/1975	4	ROIHAU André MARAEURA Teina TETUANUI Monil LEHARTEL Pierre
Conseil de direction du jardin botanique de Motu Ovinî	Dél n° 74-139 du 19/09/1974	3	LEHARTEL Pierre LE GAYIC Tuianu EBB Tinomana
Comité de gestion du fonds spécial de développement et d'aménagement rural (FSDAR)	Dél n° 74-7 du 10/01/1974	4	CHAMPS Jean-Pierre RAUZY Guy TETUANUI Monil ROIHAU André

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Commission du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture et des activités annexes (FSIDA)	Dél n° 82-29 du 01/04/1982	5	ATGER Peni EBB Tinomana TEINAURI Ernest TARUOURA Mathias ROIHAU André
Chambre d'agriculture et d'élevage 1 représentant par subdivision	Dél n° 76-77 du 30/07/1976 Arr n° 5639/AA du 29/09/1976	1	VAN BASTOLAER Jacky
. Iles du Vent		1	HART Marcel
. Iles Sous-le-Vent		1	ROIHAU André
. Iles Tuamotu-Gambier		1	RAUZY Guy
. Iles Marquises		1	TEINAURI Ernest
. Iles Australes		1	
Commission administrative dite de reboisement	Dél n° 76-183 ter du 30/12/1976	2	ROIHAU André CHAMPS Jean-Pierre
Société de développement agricole et de la pêche (SDAP)	Dél n° 73-134 du 20/12/1973 AT 577 du 25/07/1975	3	LEHARTEL Pierre TETUANUI Monil HUNTER Pierre
Fonds forestier	Dél n° 76-183 du 30/12/1976 Arr n° 500/AA du 03/02/1977	4	HART Marcel ROIHAU André CHAMPS Jean-Pierre RAUZY Guy
<b>ENSEIGNEMENT</b>			
Commission des bourses scolaires	Arr n° 1551/IP du 11/12/1952	2	RAAPOTO Jean-Marius FRITCH Edouard
Conseil d'établissement du lycée Paul-Gauguin	Lettre n° 7990/VR/VS du 17/11/1982	1	RAAPOTO Jean-Marius
Commission des bourses de formation professionnelle	Arr n° 835/PEL du 16/03/1967	2	SANQUER Guy HUNTER Pierre
Commission d'administration du collège agricole d'Opunohu	Lettre 230/ER du 20/11/1978 Dél n° 77-137 du 22/12/1977	2	RURUA Maurice TROUILLET Jean-Baptiste
Conseil d'établissement du lycée d'Uturoa	Arr ministériel du 08/11/1968 Décret n° 68.968 du 08/11/1968	1	HART Marcel
Conseil d'établissement du collège de Paopao	Lettre 1033/VR du 02/03/1976 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	RURUA Maurice
Conseil d'établissement du collège de Papara	Lettre 1033/VR du 02/03/1976 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	ROIHAU André

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel hôtelier du Taaone	Lettre 1033/VR du 02/03/1976	1	TROUILLET Jean-Baptiste
Conseil d'établissement du lycée technique et lycée d'enseignement professionnel annexe du Taaone	Arr ministériel du 08/11/1968 Décret n° 68.968 du 08/11/1968	1	TROUILLET Jean-Baptiste
Conseil d'établissement du collège de Taaone	Lettre 1229/VR du 08/12/1976 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	TROUILLET Jean-Baptiste
Conseil d'établissement du collège de Taravao	Décret n° 68.968 du 08/11/1968 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	SALMON Tutaha
Conseil d'établissement du collège de Mataura	Décret n° 68.968 du 08/11/1968 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	CHUNG Arthur
Conseil territorial de l'enseignement primaire	Lettre 1035/VR du 06/02/1974 Lettre AT 140/75 du 26/2/1974	2	LE GAYIC Tuianu RAAPOTO Jean-Marius
Conseil d'établissement du collège de Faao	Décret n° 76.1035 du 28/12/1976 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	LEHARTEL Pierre
Commission territoriale de la carte scolaire du premier degré	Arr n° 623/CM du 26/06/1985	2 tit 2 sup	RAAPOTO Jean-Marius TARUOURA Mathias KOHUMOETINI René LE GAYIC Tuianu
Conseil d'établissement de l'Ecole normale	Arr n° 1445/SE du 29/05/1979 art 7	2	HUNTER Pierre RAAPOTO Jean-Marius
Conseil d'établissement du collège de Pirae	Lettre 1229/VR du 08/12/1976 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	TROUILLET Jean-Baptiste
Conseil d'établissement du collège de Mahina	Lettre 935/SG1 du 05/11/1982 Lettre 7990/VR/VS du 17/11/1982 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	FRITCH Edouard
Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel d'Uirua	- do -	1	HART Marcel
Conseil d'établissement du collège de Fiti - Huahine	- do -	1	ATGER Peni
Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel de Faao	Lettre Proviseur du 21/09/1982 Lettre 7990/VR/VS du 17/11/1982	1	LEHARTEL Pierre
Conseil d'établissement du collège d'Afareaitu	Lettre 7990/VR/VS du 17/11/1982	1	RURUA Maurice

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Conseil d'établissement du collège de Uporu Haamene - Tahaa	Lettre 7990/VR/VS du 17/11/1982 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	TUPU Jean
Conseil d'établissement du collège et du CETAD de Bora Bora	Lettre 935/SG1 du 05/11/1982 Lettre n° 7990/VR/VS du 17/11/1982	1	TARUOURA Mathias
Conseil d'établissement du collège de Mocrai - Rurutu	Lettre n° 7990/VR/VS du 17/11/1982 Arr n° 732/CM du 17/06/1985	1	TEINAURI Ernest
Conseil d'établissement du collège et CETAD de Taiohae	- do -	1	PAHUATINI Edwin
Conseil d'établissement du collège et CETAD de Ua Pou	- do -	1	KOHUMOETINI René
Comité consultatif de la carte scolaire du second degré	Lettre 1075/VR du 05/11/1982	3	LE GAYIC Tuianu RAAPOTO Jean-Marius RAUZY Guy
Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (CTRDP)	Dél n° 83-120 du 28/07/1983	2	RAAPOTO Jean-Marius RAUZY Guy
Centre de formation et de recherche sur les langues et civilisations océaniques	Dél n° 83-14 du 26/08/1983	2	SANQUER Guy RAAPOTO Jean-Marius
Conseil d'établissement du collège d'état mixte de Arue	Lettre n° 43/JCM/MD du 09/10/1984, Lettre 1030/189 AT du 12/10/1984 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	PORLIER Emmanuel
Comité territorial des constructions scolaires	Lettre n° 83/85/MAF/HHK du 06/02/1985	3 tit	LE GAYIC Tuianu ATGER Peni
		3 sup	TARUOURA Mathias VERNAUDON Emile LEHARTEL Pierre TETUANUI Monil
Conseil d'administration de l'établissement territorial d'achats groupés (ETAG)	Dél n° 85-1013/AT du 07/02/1985 Arr n° 422/CM du 25/04/1985	2 tit	SANQUER Guy LE GAYIC Tuianu
		2 sup	TETUANUI Monil PAEAMARA Lucas
Conseil d'administration du collège d'état de Faaa	Lettre AT 664 du 29/09/1985	1 tit	LEHARTEL Pierre
		1 sup	RAAPOTO Jean-Marius
Conseil d'établissement du collège de Paca	Lettre AT 670 du 29/09/1985 Arr n° 732/CM du 17/06/1987	1	LE GAYIC Tuianu

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	REPRESENTANTS	
		Nbre	Nom et Prénom
<b>EQUIPEMENT</b>			
Comité de gestion du fonds spécial d'équipement routier et fluvial (FSERF)	Dél n° 61-136 du 28/12/1961 Dél n° 62-17 du 02/03/1962 Dél n° 83-201 du 22/12/1983 Arr n° 273/CM du 11/12/1984	3 tit 3 sup	SALMON Tutaha EBB Tinomana FRITCH Edouard VAN BASTOLAER Jacky TERIIRERE Taratua FLORES Frédéric
Commission d'implantation des stations de distribution des carburants	Arr n° 2996/SGA du 20/09/1972	2	FRITCH Edouard CHUNG Arthur
Conseil de perfectionnement de l'école d'application des travaux publics	Dél n° 68-135 du 08/11/1968 Arr n° 40/AA/TP du 09/01/1969	1	FRITCH Edouard
Commission territoriale de l'énergie (CTE)	Arr n° 789/TP du 15/03/1972	3	FRITCH Edouard JUVENTIN Jean SALMON Tutaha
Comité des mines	Arr n° 774/CM du 22/07/1986	2 tit 2 sup	MARAEURA Teina MARERE Henri ROIHAU André LEHARTEL Pierre
Comité permanent technique territorial des transports (CTTT)	Arr n° 3027/TP du 21/06/1977 Dél n° 87-74/AT du 12/06/1987	1	FRITCH Edouard
Comité élargi des transports	- do -	1	SANQUER Guy
Sous-comité technique territorial des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent	Arr n° 785 du 28/07/1982 Dél n° 87-74/AT du 12/06/1987	1	ATGER Peni
Conseil d'administration du syndicat mixte pour l'électrification de l'île de Moorea-Maiao Aimco Nui (SMAN)	Dél n° 82-54 du 21/05/1982 dél n° 85-1060/AT du 27/06/1985	2 tit 2 sup	EBB Tinomana FRITCH Edouard RAUZY Guy RURUA Maurice
Commission territoriale de l'informatique	Lettre 794/84/BL/md du 14/05/1984 Décision n° 815/CG du 27/04/1984	2 tit 2 sup	CHUNG Arthur VAN BASTOLAER Jacky LE GAYIC Tuianu LEHARTEL Pierre
Conseil d'administration de la société de transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)	Dél n° 85-1072/AT du 25/07/1985	2 tit 2 sup	TROUILLET Jean-Baptiste MARERE Henri SALMON Tutaha CHUNG Arthur
Assemblée générale du GIE Soler	Lettre n° 3056/PR/MEA du 28/04/1986	1 tit 1 sup	FRITCH Edouard LEHARTEL Pierre
Conseil d'administration de la société Coder Marama Nui	- do -	1	SALMON Tutaha

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Conseil d'administration de la société Electra	Lettre n° 3056/PR/MEA du 28/04/1986	1	SALMON Tutaha
Assemblée générale de l'Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud (IERPS)	Dél n° 85-1007/AT du 10/01/1985	1 tit 1 sup	LEHARTEL Pierre TETUANUI Monil
Comité de gestion du fonds de péréquation des prix des hydrocarbures	Dél n° 85-1015/AT du 07/02/1985	2 tit 2 sup	CHUNG Arthur LEHARTEL Pierre SALMON Tutaha ATGER Peni
<b>FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION</b> Comité de gestion du fonds intercommunal de péréquation (élection scrutin de liste)	Décret n° 72/668 du 13/07/1972 Décret n° 79/127 du 13/02/1979	2 tit 2 sup	VERNAUDON Emile SALMON Tutaha CHUNG Arthur PAEAMARA Lucas
<b>HABITAT</b>			
Conseil d'administration de la centrale d'approvisionnement pour l'habitat (CAH)	Arr n° 1246/CM du 13/10/1986 (nommés pour 2 ans)	3	EBB Tinomana MARERE Henri ROIHAU André
<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>			
Comité territorial de la jeunesse (CTJ)	Lettre n° AT 475 du 18/06/1982	3	ROIHAU André ATGER Peni TERIIRERE Taratua
Conseil d'administration de l'office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs (OTESSE) 1 représentant par subdivision, sauf IDV et ISLV (2) . Iles du Vent . Iles Sous-le-Vent . Iles Tuamotu-Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Arr n° 1547/SCG du 18/05/1981 Dél n° 80-89 du 26/06/1980	2 2 1 1 1	VERNAUDON Emile EBB Tinomana ATGER Peni TERIIRERE Taratua ROIHAU André RAUZY Guy TEINAURI Ernest
<b>JUSTICE</b>			
Bureau d'assistance judiciaire	Arr n° 586 J du 17/05/1950	1	LEHARTEL Pierre
Commission du tribunal mixte du commerce	Décret n° 53.33 du 28/01/1953	2	CHAMPS Jean-Pierre FRITCH Edouard

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Commission établissant la liste annuelle du jury criminel	Arts 262 et 263 du code de procédure pénal et art 12 de la loi n° 83-520 du 27/06/1983 Arr n° 2063/AA du 04/08/1983	5	TARUOURA Mathias PAEAMARA Lucas CHAMPS Jean-Pierre ROIHAU André TEINAURI Ernest
<b>MARINE MARCHANDE</b>			
Conseil d'administration du port autonome	Dél n° 62-2 du 05/01/1962 Arrêté 006/CM du 04/01/1988 (Présidents AT, CP et CAFEP Membres de droit)	3	JUVENTIN Jean MARERE Henri LEHARTEL Pierre
Commission d'études des problèmes de manutention portuaire	Lettre n° 79/PR/MEA/CM du 11/06/1986	1	FRITCH Edouard
<b>OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>			
Conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications	Arr n° 1710/OPT du 24/12/1957 JO 31/12/1957 page 699 Arr ministériel n° 1957 du 03/01/1957 JO 31/07/1962 page 341, Art 2, Arr n° 1151/CM du 28/11/1985 Lettre 3/OPT/PR.CA du 21/05/1986	2	LEHARTEL Pierre RAUZY Guy
<b>PECHE</b>			
Commission du fonds spécial d'investissement pour le développement de la pêche et des activités annexes (FSIDEP) 2 représentants par subdivision	Dél n° 82-30 du 01/04/1982 Dél n° 83-92 du 19/05/1983	2	SALMON Tutaha HUNTER Pierre
. Iles du Vent		2	TETUANUI Monil SANQUER Guy
. Iles Sous-le-Vent		2	PAEAMARA Lucas LEHARTEL Pierre
. Iles Tuamotu-Gambier		2	KOHUMOETINI René PAHUATINI Edwin
. Iles Marquises		2	TEINAURI Ernest FLORES Frédéric
. Iles Australes			



DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (EVAAM) 1 représentant par subdivision . Iles du Vent  . Iles Sous-le-Vent  . Iles Tuamotu-Gambier  . Iles Marquises  . Iles Australes	Dél n° 83-66 du 31/03/1983	1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup	FRITCH Edouard SALMON Tutaha TETUANUI Monil SANQUER Guy ROIHAU André MARAEURA Teina KOHUMOETINI René PAHUATINI Edwin TEINAURI Ernest FLORES Frédéric
<b>RÉLATIONS, ECHANGES CULTURELS</b>			
Comité consultatif du conseil d'administration de la société nationale de radio-télédiffusion française d'outre-mer RFO	Loi n° 74-697 du 07/08/1974 Lettre n° 1030/CAB du 12/02/1975	2	FRITCH Edouard MARERE Henri
<b>SANTÉ</b>			
Commission d'hygiène et de la salubrité publique	Dél n° 58-29 du 01/03/1958 Arr n° 104/AAE du 12/03/1959	1	TROUILLET Jean-Baptiste
Commission administrative de l'école territoriale d'infirmiers/infirmières	Arr n° 758/PEL du 09/03/1986	1	LE GAYIC Tuianu
Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé (ITRMLM)	Dél n° 84-3 du 05/01/1984	3 tit 3 sup	TROUILLET Jean-Baptiste VAN BASTOLAER Jacky TEINAURI Ernest LEHARTEL Pierre CHAMPS Jean-Pierre TUPU Jean
Centre hospitalier territorial de Mamao (CHT)	Arr n° 1840/CG du 30/12/1983	3 tit 3 sup	FRITCH Edouard TROUILLET Jean-Baptiste PORLIER Emmanuel LE GAYIC Tuianu ROIHAU André LEHARTEL Pierre
Commission territoriale de l'eau en Polynésie Française	Arr n° 371/CG du 22/02/1984	3	SALMON Tutaha VAN BASTOLAER Jacky TROUILLET Jean-Baptiste
Commission médico-sociale de lutte contre la toxicomanie	Arr n° 1012/CG du 07/06/1984	2 tit 2 sup	PORLIER Emmanuel TETUANUI Monil FLORES Frédéric LEHARTEL Pierre

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	REPRESENTANTS	
		Nbre	Nom et Prénom
Conseil d'administration de l'école de formation de sages-femmes	Arr n° 1605/CG du 14/08/1984	1	LE GAYIC Tuianu
Haut comité territorial de la recherche	Arrêté n° 79/CM du 28/01/1988	3	TROUILLET Jean-Baptiste VAN BASTOLAER Jacky CHAMPS Jean-Pierre
<b>STATISTIQUES</b>			
Conseil d'administration de l'institut territorial de la statistique (ITSTAT)	Arr n° 5695/SGA du 04/10/1976 art 11	2 tit 2 sup	CHUNG Arthur CHAMPS Jean-Pierre VAN BASTOLAER Jacky MARERE Henri
<b>SETIL</b>			
Conseil d'administration de la société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL)	Statuts adoptés par l'assemblée générale du 25/09/1962	3	JUVENTIN Jean VERNAUDON Emile TERIRERE Taratua
<b>SOCREDO</b>			
Conseil d'administration de la société de crédit et de développement de l'Océanie (SOCREDO)	Arr ministériel n° 93/AE/PLAN du 16/08/1957	2	LEHARTEL Pierre MARERE Henri
<b>TOURISME</b>			
Fonds spécial pour le développement du tourisme (FSDT)	Dél n° 81-60 DU 27/08/1981	5	HUNTER Pierre HART Marcel TETUANUI Monil TERIRERE Taratua MARERE Henri
Office pour la promotion et l'animation touristiques de Tahiti et ses îles (OPATTI)	Arr n° 203/CM du 23/11/1984	3	ATGER Peni MARERE Henri CHUNG Arthur
<b>TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>			
Commission consultative de la préformation et formation professionnelle rapide	Décret n° 52-1399 du 29/12/1952 Lettre n° 930/TLS du 31/08/1976	2	CHAMPS Jean-Pierre SANQUER Guy
Commission de gestion des crédits de la taxe d'apprentissage et de formation professionnelle	Arr n° 597/TLS du 06/03/1976	2	CHAMPS Jean-Pierre SANQUER Guy
Association pour la préformation et la formation professionnelle	Lettre n° 1334/TLS du 29/05/1974	1	SANQUER Guy

DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	REPRESENTANTS
			Nom et Prénom
Haut comité territorial de l'emploi, de la formation professionnelle et de la promotion sociale	Arr n° 151/CM du 08/11/1984 Lettre n° 575/89/AT du 26/11/1984	3 tit 3 sup	TETUANUI Monil TROUILLET Jean-Baptiste LEHARTEL Pierre TEINAURI Ernest KOHUMOETINI René TUPU Jean
<b>URBANISME, HABITAT</b>			
Commission des monuments naturels et des sites (même conseillers désignés pour la commission d'aliénation du domaine public des îles du Vent)	Arr n° 719/AA du 29/03/1962	2	FRITCH Edouard RURUA Maurice
Commission d'aliénation du domaine public des îles du Vent	- do -	2	FRITCH Edouard RURUA Maurice
Comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers	Arr n° 1500/AU du 24/04/1974	1	LEHARTEL Pierre
Commission d'urbanisme	Dél n° 61-44 du 03/04/1961	2	CHUNG Arthur CHAMPS Jean-Pierre
Office territorial de l'habitat social (OTHS) 1 représentant par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous-le-Vent . Iles Tuamotu-Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 79-22 du 01/02/1979 Arr n° 331/CM du 26/12/1984	1 1 1 1 1	FRITCH Edouard EBB Tinomana LEHARTEL Pierre ATGER Peni LE GAYIC Tuianu
Comité consultatif d'urbanisme et de l'habitat	Dél n° 67-76 du 29/06/1967	2	LE GAYIC Tuianu CHUNG Arthur

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### TEURIHI

Société Civile au capital de 100.000 F. CFP

Siège : PAPEETE, FARE UTE, B.P. 9009

R.C.S. PAPEETE n° 2306-B

La dénomination sociale ayant été modifiée par décision unanime des associés des 8 et 17 février 1988, les mentions suivantes sont publiées :

### DENOMINATION

Ancienne

Nouvelle

TEURIHI

MARINA MOOREA

Pour avis,

Jean SOLARI,

notaire.

## ANNONCES DIVERSES

### FEDERATION FRANÇAISE DE LA PIROGUE POLYNÉSIEENNE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

#### RENOUVELLEMENT DU COMITE DIRECTEUR :

Président	: VERNAUDON Emile
1er Vice-Président	: WONG Jacques
2e Vice-Président	: BERNARDINO Adrien
Secrétaire général	: WONG HEN Tom
Secrétaire adjoint	: PUTOA Georges
Trésorier général	: TINORUA Edgar
Trésorier adjoint	: PELTZER Ferdinand

### ASSOCIATION SPORTIVE PHENIX

#### RENOUVELLEMENT DU COMITE DIRECTEUR : (29 janvier 1988)

Président	: JOUEN Sylvain
1er Vice-Président	: YOU René
2e Vice-Président	: AJONC Félix
Secrétaire	: LHIES Eddy
Secrétaire adjoint	: LIS Victor
Trésorier	: LEE WING François
Trésorier adjoint	: JOUEN François
Relations publiques	: MUKWAY Muku
Membres	: LECHAIX Pierre
	: WONG Pascal
	: WONG Cyrille
	: TAATA Jacques

### AMITIE TAHITI JAPON

#### Extraits de statuts

Il est formé entre les soussignés et toutes autres personnes adhérant aux présents statuts, une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'Association a pour objet le développement des relations humaines entre la Polynésie française et le JAPON.

L'Association prend la dénomination ci-après : AMITIE TAHITI JAPON.

Le siège de l'Association est fixé à : Chambre de Commerce et d'Industrie — rue du Dr-Cassiau, B.P. 118 — PAPEETE — TAHITI — POLYNESIE FRANÇAISE.

Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du Conseil d'Administration.

La durée de l'Association est indéterminée. Elle ne prendra fin que lorsque la dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire à la majorité des TROIS-QUARTS des membres présents ayant le droit de vote.

#### COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président	: REY Ronel
Vice-Président	: PAILLOUX Raymond
Secrétaire	: POROI Tavararo
Secrétaire adjoint	: ROULEAU Maeva
Trésorier	: LECHAIX Jimmy
Trésorier adjoint	: WONG YEN Francis
Assesseurs	: COWAN Mata
	: COWAN Emile
	: HERAULT Francis

Récépissé n° 1254 MFA/AA du 29 janvier 1988.

### ASSOCIATION «FRIENDS OF AMERICA»

#### Extraits de statuts

L'Association dite «FRIENDS OF AMERICA» (F.O.A), fondée le 25 juillet 1987 fut créée dans le but d'offrir aux citoyens américains en POLYNESIE FRANÇAISE ou y séjournant périodiquement, l'occasion de se connaître, de se rencontrer, de célébrer certaines fêtes selon leurs traditions.

Sa durée est indéfinie.

Son siège social est fixé au 66 rue Colette, Papeete.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PANKOWSKI Marsha
Vice-Président	: ARAI Yves Tepau dit Yvon
Secrétaire	: WALDREF Grant dit Skip
Secrétaire adjoint	: SCHENCK Earl dit Teiki
Trésorier	: DECLERCQ Alain
Trésorier adjoint	: VARNEY Tino

Récépissé n° 1413 MFA/AA du 11 février 1988.

**"AMICALE RAI MARAMA"****Extraits de statuts**

Il est constitué une association dite "Amicale RAI MARAMA" dont le siège est à PAPEETE - TAHITI. Sa durée est illimitée.

Cette association a pour but :

- d'établir un lien fraternel entre toutes les familles sans distinction d'ethnies et de conditions sociales,
- de remplir une mission d'entraide de tous ordres :
  - entraide matérielle
  - entraide éducative, etc...
- de promouvoir l'éducation permanente et populaire notamment par l'organisation d'activités éducatives tendant à compléter la formation intellectuelle, physique et morale des membres (artisanat, agriculture, pêche) ; par l'organisation de loisirs culturels pour les enfants, les adolescents et les adultes : voyages en groupes - participation aux différents tournois corporatifs - fêtes et cérémonies diverses.
- de permettre l'émancipation civique, intellectuelle sociale et technique des membres de l'association.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	:	HONG KIOU Huguette
Présidente	:	CHAVEZ Juana
Vice-président	:	VAIHO Christian
Secrétaire	:	WHOLER Alexandre
Trésorière	:	LEMAIRE Danielle
Membres	:	AMARU Constant
		EHU Thierry
		HONG KIOU Denis

Récépissé n° 1417 MFA/AA du 11 février 1988.

**RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
DE LA FEDERATION POLYNESIENNE DE SECOURISME**

1er lot.....	10.000.000 FCP	N° 472.086
2e lot.....	2.000.000 FCP	N° 251.315
3e lot.....	1.000.000 FCP	N° 207.333
4e lot.....	500.000 FCP	N° 277.517
5e lot.....	300.000 FCP	N° 072.547
6e lot.....	200.000 FCP	N° 246.161
7e lot.....	200.000 FCP	N° 075.870
8e lot.....	200.000 FCP	N° 436.738
9e lot.....	100.000 FCP	N° 608.966
10e lot.....	100.000 FCP	N° 598.460

**ASSOCIATION ARTISANALE "TEFAAO"****Extraits de statuts**

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'Association prend le nom de TEFAAO.

Son siège social est fixé à Paea, P.K. 26 côté mer.

Sa durée est illimitée.

L'Association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de PAEA.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	:	DEXTER James
Présidente	:	DEXTER Germaine
Vice-Président	:	ATA Pepe
Secrétaire	:	RATARO Josiane
Secrétaire adjoint	:	ATA Edmond
Trésorier	:	ATA Tininiatua
Trésorière adjointe	:	LIZAN Teruria
Assesseurs	:	RONGOMATE Jhon
		ATA Armand
		RATARO France

Récépissé n° 1344 MFA/AA du 8 février 1988.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE TUTERAI TANE MATERNELLE  
PIRAE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	:	PIETRZAK Hinano
Vice-Président	:	RAAPOTO Etienne
Secrétaire	:	TUIA Madeleine
Secrétaire adjointe	:	MAAMAATUA Titaina
Trésorier	:	PENILLA Y PERELLA
		François
Trésorier adjoint	:	GARBUTT Heimanu

**ASSOCIATION DES AMIS DE L'ECOLE MATERNELLE  
DE TUTERAI TANE  
PIRAE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	:	LICHTLE Yvette
Vice-Président	:	MAITIA Atonia
Secrétaire	:	HITOTI Dominique
Secrétaire adjoint	:	KOLMER Louis
Trésorier	:	PUGIBET Vetea
Trésorière adjointe	:	PARKER Doriane

**COOPERATIVE SCOLAIRE  
DE L'ECOLE MATERNELLE AAHIAA  
AVERA - RAIATEA****COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU :**

Présidente	:	LEMAIRE Ghislaine
Vice-Présidente	:	PENI Alice
Secrétaire	:	TANETOA Maureen
Secrétaire adjointe	:	TEHAAI Danouchka
Trésorière	:	NADJARIAN Loréna
Trésorière adjointe	:	TEMAIANA Aurore
Commissaires aux comptes	:	TEFAATAU Ernest
		BROTHERS Bernard

**«COMITE DE DISTRICT DES ILES AUSTRALES»****Extraits de statuts**

Le Comité de district des Iles Australes regroupe les associations affiliées des différentes Iles sur le plan sportif, technique, culturel, et la pratique de ces activités aquatiques telles que la chasse sous-marine et la plongée en scaphandre.

Le comité de district des Iles Australes a son siège à TUBUAL. Il peut être transféré en tout lieu de cette commune par simple décision de son Comité, et dans une autre commune par décision de l'Assemblée Générale à la majorité des 3/4 des votes exprimés représentant la moitié au moins des voix du Comité.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: HOFFMANN Noël
1er Vice-Président	: TAHUHUTERANI Charles
2e Vice-Président	: TEHOIRI Tehoiri
Secrétaire	: THIERY Daniel
Secrétaire adjoint	: VIRIAMU Gilles
Trésorier	: REGNIER François
Trésorier adjoint	: NOA Sam You

Récépissé n° 1348 MFA/AA du 8 février 1988.

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**

(liste non limitative)

**AFFICHE**

"Accident du travail"

Prix : 15 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS  
ET LOCAUX A USAGE COMMERCIAL**

Prix : 150 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE**

Année 1986

Prix : 1.200 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE**

Année 1987

Prix : 1.500 francs

**BAREME DES FONCTIONNAIRES**

Prix : 1.500 francs

**CARTE DES COMMUNES**

Prix : 350 francs

**CODE DE LA MER**

en tahitien

Prix : 320 francs

**TARIFS DES IMPOTS DIRECTS  
ET TAXES ASSIMILEES**

Année 1987

Prix : 600 francs

**CODE DU TRAVAIL**

Prix : 1.200 francs

**CONVENTION COLLECTIVE DU COMMERCE**

Prix : 150 francs

**NOMENCLATURE GENERALE DES MEDECINS**

Prix : 250 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS  
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 50 francs

**RECUEIL DES TEXTES CONCERNANT  
LES IMPOTS DIRECTS  
ET TAXES ASSIMILEES**

Prix : 3.500 francs

**CODE DES MARCHES PUBLICS**

Prix : 800 francs

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
GENERALES**

Prix : 1.000 francs

**CODE DES INVESTISSEMENTS**

Prix : 150 francs

**CODE DE LA ROUTE**

Prix : 1.500 francs

**CODE DES DOUANES**

Prix : 330 francs

**STATISTIQUES DOUANIERES**

Année 1982

Prix : 4.800 francs

**AFFICHE**

"Défense de consommer"

Prix : 120 francs

**TARIF DES ABONNEMENTS ET INSERTIONS  
AU JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :  Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . 150 frs Les mêmes renouvelées : la ligne. . 60 frs Publications de sociétés philantro- piques, littéraires, scientifiques, sportives, coopératives, syndicats, etc. : la ligne. . . . . 108 frs
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	150	180	228	198	270	
Abonnement : 6 mois	1.800	2.160	2.700	2.340	3.240	
1 an	3.300	4.020	5.100	4.500	6.180	